



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 août 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 9th, 1952

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1952.

Québec, le 16 juin 1952.

L'Imprimeur de la Reine.
RÉDEMPTE PARADIS.

32799-25-10-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1952.

Québec, this 16th of June 1952.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

32799-25-10-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: si non, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Amos Chinchilla (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt juin 1952, constituant en corporation: Marie-Blanche Boulanger Joly, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Joly, dûment autorisée aux fins des présentes, d'Outremont, Rolande Poirier Adams, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Adams, dûment autorisée aux fins des présentes, de Ville

Letters Patent

Amos Chinchilla (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June 1952, incorporating: Marie-Blanche Boulanger Joly, wife separate as to property, by marriage contract of Lucien Joly, duly authorized for the purposes hereof, of Outremont, Rolande Poirier Adams, wife separate as to property by marriage contract of Jean Adams, duly authorized for the purposes hereof, of the Town of

Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, Joseph Hilarion Lemay, industriel, d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'animaux à fourrure et de la fourrure, sous le nom de "Amos Chinchilla (Montreal) Inc.", avec un capital de \$60,000 divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Barbieri & Desautels Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq juin 1952, constituant en corporation: Amerigo Barbieri, Paul Desautels, tailleurs Gabriel Acocella, promoteur, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de marchandises sèches, produits textiles, merceries, chaussures, garnitures de maison et fournitures de tailleurs, sous le nom de "Barbieri & Desautels Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Central Automotive Supply Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1952, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, Ruth Wreshner, filles majeures, secrétaires, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'automobiles, moteurs, engins, machines, accessoires, sous le nom de "Central Automotive Supply Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Century Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aron-

Mount Royal, judicial district of Montreal, Joseph Hilarion Lemay, industrialist, of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To deal in fur-bearing animals and in fur, under the name of "Amos Chinchilla (Montreal) Inc.", with a capital stock of \$60,000 divided into 400 preferred shares of \$100 each and into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twentieth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Barbieri & Desautels Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June, 1952, incorporating: Amerigo Barbieri, Paul Desautels, tailors, Gabriel Acocella, promoter, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in dry-goods, textiles products, haberdashery, shoes, house furnishings and tailors, trimmings under the name of "Barbieri & Desautels Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-fifth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Central Automotive Supply Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June 1952, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, Ruth Wreshner, spinsters, secretaries, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, motors, engines, machines, accessories, under the name of "Central Automotive Supply Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Century Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Freda

vitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction, de travaux publics et privés de toutes sortes, sous le nom de "Century Construction Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Chaleur Bay Garage Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1952, constituant en corporation: Paul-Émile Côté, Roland Lavoie, médecins et chirurgiens, Luke MacDougall, administrateur de successions, Dame Laura Dubé Côté, veuve, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et véhicules à moteur et opérer des garages de toutes sortes, sous le nom de "Chaleur Bay Garage Company Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à New Carlisle, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Collegiate Blouse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1952, constituant en corporation: Joseph Singer, Edward Julius Singer, I. Arthur Schwartz, manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de textiles et vêtements, sous le nom de "Collegiate Blouse Inc.", avec un capital de \$99,000 divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Continental Store (Chicoutimi-Centre) Ltd. Magasin Continental (Chicoutimi-Centre) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt juin 1952, constituant en corporation: Rosario Desbiens, comptable, J.-Donat Leblond, agent manufacturier, Lorenzo Brisson, comptable, des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Pomerance, secretary, spinster, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction of public and private works of all kinds, under the name of "Century Construction Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Chaleur Bay Garage Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June 1952, incorporating: Paul-Émile Côté, Roland Lavoie, physicians and surgeons, Luke MacDougall, estates manager, Dame Laura Dubé Côté, widow, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in automobiles and motor vehicles of all kinds, and operate garages, under the name of "Chaleur Bay Garage Company Limited", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at New Carlisle, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Collegiate Blouse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of June 1952, incorporating: Joseph Singer, Edward Julius Singer, I. Arthur Schwartz, manufacturers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of textile and clothing, under the name of "Collegiate Blouse Inc.", with a capital stock of \$99,000 divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Continental Store (Chicoutimi-Centre) Ltd. Magasin Continental (Chicoutimi-Centre) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1952, incorporating: Rosario Desbiens, accountant, J.-Donat Leblond, manufacturer's agent, Lorenzo Brisson, accountant, of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

Faire le commerce de marchandises sèches, vêtements, des articles de ménage et ustensiles de maison, des articles de ferronnerie et de quincaillerie, des épiceries, sous le nom de "Continental Store (Chicoutimi-Centre) Ltd." — "Magasin Continental (Chicoutimi-Centre) Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

To deal in dry-goods, wearing apparel, household effects and household utensils, ironware, hardware and groceries, under the name of "Continental Store (Chicoutimi-Centre) Ltd." — "Magasin Continental (Chicoutimi-Centre) Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

**Desmeloizes Mining Corporation ,Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juillet 1952, constituant en corporation: Renald J. Leroux, gérant, Dick Woo, propriétaire d'hôtel, Conrad Beauregard, agent d'affaires, tous de la cité de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Desmeloizes Mining Corporation, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Emettre des actions de manière à ce que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Elfin Togs Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1952, constituant en corporation: Max Klein, manufacturier, Sureka Wasserman, secrétaire, Rose Bigler, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands et manufacturiers d'articles vestimentaires, sous le nom de "Elfin Togs Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Elie Khazoom Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Mo-

**Desmeloizes Mining Corporation ,Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July 1952, incorporating: Renald J. Leroux, manager, Dick Woo, hotel owner, Conrad Beauregard, business agent, all of the city of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Desmeloizes Mining Corporation, Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

To issue shares so that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Elfin Togs Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of June 1952, incorporating: Max Klein, manufacturer, Sureka Wasserman, secretary, Rose Bigler, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of traders and manufacturers of wearing apparel, under the name of "Elfin Togs Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Elie Khazoom Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred

risset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1952, constituant en corporation: Rosario Vincent, Hector Simoneau, Marcel Landry, comptables, de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches, des fourrures, des tissus, objets de fantaisie, sous le nom de "Elie Khazoom Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Five Fifty Sherbrooke West Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize juin 1952, constituant en corporation: June Kirlin, secrétaire, Joyce Hogg, réceptionniste, filles majeures, Blanka Gyulai, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens fonds ou intérêts en iceux et propriétés immobilières de toutes sortes, sous le nom de "Five Fifty Sherbrooke West Corporation", avec un capital de \$300,000 divisé en 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune et 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

H. H. Woollerton Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1952, constituant en corporation: Bartley Nelson Holtham, Harry E. Grundy, avocats, Simone Sharpe, veuve, sténographe, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers de douanes et agents de douanes, sous le nom de "H. H. Woollerton Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Laurentide Confections Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276,

Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1952, incorporating: Rosario Vincent, Hector Simoneau, Marcel Landry, accountants, of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To deal in dry-goods, furs, suitings, fancy goods, under the name of "Elie Khazoom Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Five Fifty Sherbrooke West Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of June 1952, incorporating: June Kirlin, secretary, Joyce Hogg, receptionist, spinsters, Blanka Gyulai, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal with real estate or interests therein and immoveable property of all kinds, under the name of "Five fifty Sherbrooke West Corporation", with a capital stock of \$300,000 divided into 2,500 preferred shares of \$100 each and 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

H. H. Woollerton Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of June 1952, incorporating: Bartley Nelson Holtham, Harry E. Grundy, advocates, Simone Sharpe, widow, stenographer, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business of customs brokers, and customs agents, under the name of "H. H. Woollerton Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Laurentide Confections Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter

S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1952, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, Jean McFarlane, dactylo, fille majeure, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Théodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de la confiserie et produits alimentaires, sous le nom de "Laurentide Confections Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

L. R. Productions Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze juin 1952, constituant en corporation: Gérald Steinman, administrateur, Himel Bulua, Louis Rosen, manufacturiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "L.R. Productions Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of June 1952, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, Jean McFarlane, Typist, spinster, Ethel Yussem, secretary, spinster, of Montreal, Théodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in confectionery and foodstuffs generally, under the name of "Laurentide Confections Ltd.", with a capital stock of \$5,000 divided into 100 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

L. R. Productions Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of June 1952, incorporating: Gerald Steinman, Executive, Himel Bulua, Louis Rosen, manufacturers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances and accessories, under the name of "L. R. Productions Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

L'Union Commerciale Jonquière-Kénogami Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Beauchamp, commis-marchand, de Kénogami, Vincent Aubé, comptable, Antoine Ferris, inspecteur-mécanicien, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Grouper et constituer en une association à caractère social tous ceux qui de près ou de loin s'intéressent aux affaires et au commerce en général, sous le nom de "L'Union Commerciale Jonquière-Kénogami Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

L'Union Commerciale Jonquière-Kénogami Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Beauchamp, salesman, of Kénogami, Vincent Aubé, accountant, Antoine Ferris, inspector and mechanic, of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To form into and constitute an association of a social character, all those, who near or far, interest themselves in trade and commerce in general, under the name of "L'Union Commerciale Jonquière-Kénogami Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

McGuire Press Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1952, constituant en corporation: John Austin Murphy C.R., avocat, Francis Joseph Dolan, comptable, Eleanor Hart, commis, Mildred Murphy, ménagère, de la cité de Montréal, Pierre Decary avocat, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier ou le commerce général d'imprimeurs, sous le nom de "McGuire Press Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général.

33003

L. DÉSILETS.

McGuire Press Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of June 1952, incorporating: John Austin Murphy, Q.C. Barrister, Francis Joseph Dolan, accountant, Eleanor Hart, clerk, Mildred Murphy, housekeeper, of the city of Montreal, Pierre Decary, barrister, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general printers, under the name of "McGuire Press Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June 1952.

L. DÉSILETS,

33003-o

Deputy Attorney General.

North-East Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1952, constituant en corporation: Albertus Bouchard, de Portneuf sur Mer, Cyprien Devost, de Chûtes aux Outardes, Robert Miller, de Rivière Portneuf, commerçants tous du district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction publique et privée, sous le nom de "North-East Construction Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne de Portneuf, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf juin 1952.

L'Assistant-procureur général,

33003-o

L. DÉSILETS.

North-East Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of June, 1952, incorporating: Albertus Bouchard, of Portneuf sur Mer, Cyprien Devost, of Chûte aux Outardes, Robert Miller, of Rivière Portneuf, merchants, all of the judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company and that of contractors for public and private works, under the name of "North-East Construction Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne de Portneuf, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General the nineteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,

33003

Deputy Attorney General.

Ottawa Street Realty & Storage Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de juin 1952, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, avocats, Esther Monson, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, d'entrepôtage et d'emmagasinage, sous le nom de "Ottawa Street Realty & Storage Corp."

Le capital de la compagnie consistera en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moindre de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Ottawa Street Realty & Storage Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June 1952, incorporating: Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, advocates, Esther Monson, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all three of the city and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate, a storage and ware house business, under the name of "Ottawa Street Realty & Storage Corp."

The capital stock of the company shall consist of 1,000 shares without any nominal or par value, and the amount of capital with which the company will commence operations shall be not less than \$5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Permaplast Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1952, constituant en corporation: J.-Roméo Audet, David Wilson, Gaston Audet, hommes d'affaires, de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits de toute sorte, contenant: bois, verre, silicium, résine, plastique, toutes substances métalliques, poly-ester, sous le nom de "Permaplast Corporation", avec un capital de \$100,150 divisé en 750 actions privilégiées série "A", de \$100 chacune, 250 actions privilégiées, série "B", de \$100 chacune et 150 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 140 rue Laurier en la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Permaplast Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June 1952, incorporating: J.-Roméo Audet, David Wilson, Gaston Audet, businessmen, of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in products of any kind containing wood, glass, silicon, resine, plastic, all metal substances, polyester, under the name of "Permaplast Corporation", with a capital stock of \$100,150 divided into 750 preferred shares of \$100 each classe "A", 250 preferred shares of \$100 each classe "B" and 150 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 140 Laurier Street, in the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Process Equipment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1952, constituant en corporation: Edward Binney Fairbanks, de Ville Mont-Royal, William Allen Grant, de Montréal, avocats, Emily Edith MacFarlane, fille majeure, secrétaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce et le négoce d'appareils à procédé de toutes sortes, sous le nom de "Process Equipment Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Process Equipment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June 1952, incorporating: Edward Binney Fairbanks, of the town of Mount Royal, William Allen Grant, of Montreal, Advocates, Emily Edith MacFarlane, spinster, secretary, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with process equipment of every sort, under the name of "Process Equipment Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Refrax Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, manufacturer et exercer le négoce de vêtements, articles vestimentaires, produits chimiques et alimentaires, ameublement, sous le nom de "Refrax Corp.

Refrax Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June 1952, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real property; to manufacture and deal in clothing, wearing apparel, chemicals, food products, furniture, under the name of "Refrax Corp. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

Ltd", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2024 rue Peel, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Sun Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize juin 1952, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Bernard Diamond, avocat, de Montréal, Gilbert Howard, marchand, de Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et d'immeubles, sous le nom de "Sun Realty Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

The Grifintown Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1952, constituant en corporation sans capital-actions: John Campbell Nelles, Ian Andrew Barclay, administrateurs, Wilhelmina Mapley Holmes, épouse séparée de biens de Elbert Irwin Holmes, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement physique, moral et social des membres du quartier dans lequel le club est situé, sous le nom de "The Griffintown Club."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Trans-Canada Film Distributors Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1952, constituant en corporation: June Kirilin, fille majeure, secrétaire, Blanka Gyulai, veuve, teneuse de livres, Harry Blank, avocat, Barney Pollack, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 2024 Peel St. in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sun Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of June 1952, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Bernard Diamond, advocate, of Montreal, Gilbert Howard, merchant, of Ville St-Laurent, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate company, under the name of "Sun Realty Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 10 common shares of \$100 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Grifintown Club

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June 1952, incorporating without share capital: John Campbell Nelles, Ian Andrew Barclay, Executives, Wilhelmina Mapley Holmes, wife separate as to property of Elbert Irwin Holmes, and duly authorized by him for the purposes of these presents, in the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To seek the physical, moral and social improvement of the people of the community in which the Club is located, under the name of "The Griffintown Club."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Trans-Canada Film Distributors Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June 1952, incorporating: June Kirilin, spinster, secretary, Blanka Gyulai, widow, bookkeeper, Jarry Blank, advocate, Barney Pollack, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Acheter, posséder, produire, présenter et distribuer des films, pièces de théâtre et opéras, sous le nom de "Trans-Canada Film Distributors Corp.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

To purchase, own, produce, present and distribute films, theatrical plays and operas, under the name of "Trans-Canada Film Distributors Corp.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Variety Merchandise Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Fred Vosberg, acheteur, Samuel Malcoff, administrateur, Melvin Salmon, avocat, de Montréal, Hylda Sherman, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits, faits de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Variety Merchandise Distributors Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Variety Merchandise Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June 1952, incorporating: Fred Vosberg, Buyer, Samuel Malcoff, manager, Melvin Salmon, advocate, of Montreal, Hylda Sherman, secretary, spinster, of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, under the name of "Variety Merchandise Distributors Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Victor Cafeteria Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1952, constituant en corporation: Louis Strulovitch, Jack Strulovitch, Léo Strulovitch, manufacturiers de boucles, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'un hôtel, restaurant, café, sous le nom de "Victor Cafeteria Ltd." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1250 rue St-Alexandre, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Victor Cafeteria Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June 1952, incorporating: Louis Strulovitch, Jack Strulovitch, Leo Strulovitch, bucklemakers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a hotel, restaurant, cafe, under the name of "Victor Cafeteria Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1250 St. Alexander Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Wire-Works Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1952, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secrétaires, de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June 1952, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secretaries, of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de fil métallique et marchandises de fil métallique, sous le nom de "Wire-Works Products Inc.", avec un capital de \$15,000 divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 579 rue David, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Yorkton Oil & Gas Company Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin 1952, constituant en corporation: J.-Edouard Desrosiers, courtier en valeurs, Max Meier, importateur, Jacques Lafontaine, administrateur, Roberte Smith, fille majeure, secrétaire, Ernest Lafontaine, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, du gaz naturel combustible, de l'huile minérale et du naphta, sous le nom de "Yorkton Oil & Gas Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003 L. DÉSILETS.

Mariette Mines Ltd
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix juillet 1952, constituant en corporation: Cordelia Leclerc, Pauline Cabana, Rita Angers, filles majeures, sténographes, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Mariette Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1952.

L'Assistant-procureur général sup-léant,
33003 C. E. CANTIN.

To manufacture and deal in wire, wire goods, under the name of "Wire-Works Products Inc.", with a capital stock of \$15,000 divided into 150 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 579 David St., in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Yorkton Oil & Gas Company Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June 1952, incorporating: J.-Edouard Desrosiers, Stock Broker, Max Meier, importer, Jacques Lafontaine, manager, Roberte Smith, spinster, Secretary, Ernest Lafontaine, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines, minerals, combustible natural gas, mineral oil and naphta, under the name of "Yorkton Oil & Gas Company Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33003-o Deputy Attorney General.

Mariette Mines Ltd
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July 1952, incorporating: Cordelia Leclerc, Pauline Cabana, Rita Angers, spinsters, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Mariette Mines Ltd.", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montréal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of July 1952.

C. E. CANTIN,
33003-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Archy Rosenthal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 juin 1952, à la compagnie "Lowen Ross Sales Inc.": a) changeant son nom en celui de "Archy Rosenthal Inc."; b) augmentant son capital-actions de \$2,000 à \$20,000; le capital additionnel étant divisé en 1,800 actions ordinaires de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 21 juin 1952.

33003-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Associated Factors Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 3 juillet 1952, à la compagnie "Associated Factors Corporation", portant son capital-actions de \$225,000 à \$500,000, le nouveau capital divisé en 7,500 actions privilégiées additionnelles de \$20 chacune et 1,250 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 3 juillet 1952.

33003-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Atlantic Rug & Tapestry Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 juin 1952, à la compagnie "Spitfire Fasteners Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 décembre 1946, changeant son nom en celui de "Atlantic Rug & Tapestry Co.", changeant et étendant ses pouvoirs, tel que mentionné dans le règlement N° 26.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 juin 1952.

33003-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Barv-Oil Corporation Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et de la Loi des compagnies minières, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 juin 1952, à la compagnie "Barv-Oil Corporation Ltd." (No Personal Liability): convertissant et refondant 20,000 actions de \$1 en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 27 juin 1952.

33003-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Archy Rosenthal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Lowen Ross Sales Inc.": a) changing its name into that of "Archy Rosenthal Inc.": b) increasing its capital stock from \$2,000 to \$20,000; the additional stock being divided into 1,800 common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of June, 1952.

33003 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Associated Factors Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Associated Factors Corporation", increasing its capital stock from \$225,000 to \$500,000, the new capital being divided into 7,500 additional preferred shares of \$10 each and 1,250 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of July, 1952.

33003 L. DÉSILET,
Deputy Attorney General.

Atlantic Rug & Tapestry Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Spitfire Fasteners Inc.", incorporated by letters patent dated December 31, 1946, changing its name into that of "Atlantic Rug & Tapestry Co.", changing and extending its powers, as mentioned in By-law No. 26

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of June, 1952.

33003 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Barv-Oil Corporation Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, and the Mining Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company, "Barv-Oil Corporation Ltd." (No Personal Liability): converting and consolidating 20,000 common shares of \$1 into 2,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, June 27, 1952.

33003 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Boily & Cie, Ltée
Boily & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 juin 1952, à la compagnie "Boily & Cie, Ltée" — "Boily & Co. Ltd.", augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$199,000; le capital additionnel étant divisé en 17,900 actions de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 27 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Boily & Cie, Ltée
Boily & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Boily & Cie, Ltée" — "Boily & Co. Ltd.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$199,000; the additional stock being divided into 17,900 shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, June 27, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Bulkley, Dunton Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 juin 1952, à la compagnie "Bulkley Dunton, Canada Ltd.", réduisant son capital-actions par l'annulation de 2070 actions privilégiées de \$100 chacune et de 23,000 actions communes de \$1 chacune, le capital-actions étant désormais de \$2,000 divisé en actions de \$1 et de 180 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 27 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Bulkley, Dunton Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, to the company "Bulkley, Dunton Canada Ltd."; reducing its capital stock by the cancellation of 2070 preferred shares of \$100 each and 23,000 common shares of \$1 each, the capital stock being henceforth \$2,000 divided into shares of \$1 and 180 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Crédit Interprovincial Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 juin 1952, à la compagnie "Crédit Interprovincial Limitée": a) réduisant son capital-actions par l'annulation de 900 actions privilégiées de \$100 chacune; b) augmentant son capital-actions; le capital additionnel étant divisé en 1500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Crédit Interprovincial Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Crédit Interprovincial Limitée": a) reducing its capital stock by the cancellation of 900 preferred shares of \$100 each; b) increasing its capital stock; the additional capital being divided into 1500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Les Immeubles Gagnon Frères (Alma) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 juin 1952, à la compagnie "Gagnon Frères Nouveautés Alma Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1949, changeant son nom en celui de "Les Immeubles Gagnon Frères (Alma) Ltée", étendant ses pouvoirs à ceux mentionnés dans la résolution adoptée à cet effet.

Daté du bureau du Procureur général le 27 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Les Immeubles Gagnon Frères (Alma) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, to the company "Gagnon Frères Nouveautés Alma Limitée", incorporated by letters patent dated August 24, 1949, changing its name into that of "Les Immeubles Gagnon Frères (Alma) Ltée", extending its powers to those mentioned in the resolution adopted to that effect.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Les Immeubles "Parisien" Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 juin 1952, à la compagnie "Le Magasin Parisien Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1949, changeant son nom en celui de "Les Immeubles "Parisien" Ltée", étendant ses pouvoirs à ceux mentionnés dans la résolution adoptée à cet effet.

Daté du bureau du Procureur général le 27 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Les Immeubles "Parisien" Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the 27th day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity to section 2 of the said Act, S.R.Q., 1941, chapter 276, to the company "Le Magasin "Parisien" Limitée", incorporated by letters patent dated August 24, 1949, changing its name into that of "Les Immeubles "Parisien" Ltée", extending its powers to those mentioned in the resolution to this effect.

Dated at the office of the Attorney General, June 27, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

**Les Jardiniers Modèles Inc.
Model Market Gardeners Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 juin 1952, à la compagnie "Paul Provisions Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 février 1951, changeant son nom en celui de "Les Jardiniers Modèles Inc." — "Model Market Gardeners Inc.", et transportant son bureau principal de Montréal à "Rang du Bord de L'Eau, paroisse St-Martin, comté de Laval, (Adresse postale: Ste-Dorothée, comté de Laval).

Daté du bureau du Procureur général le 12 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

**Les Jardiniers Modèles Inc.
Model Market Gardeners Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Paul Provisions Ltd.", incorporated by letters patent dated February 28, 1951, changing its name into that of "Les Jardiniers Modèles Inc." — "Model Market Gardeners Inc.", and moving its head office from Montreal to "Rang du Bord de L'Eau", parish of St-Martin, county of Laval, (Postal address: Ste-Dorothée, county of Laval).

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Stanley Bagg Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 juin 1952, à la compagnie "Stanley Bagg Corporation", réduisant son capital-actions par l'annulation de 156,000 actions privilégiées de \$5 chacune et le capital-actions de la compagnie sera désormais de 26,000 actions ordinaires sans valeur nominale, et la compagnie continuera ses opérations avec \$130,000.

Daté du bureau du Procureur général le 27 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Stanley Bagg Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Stanley Bagg Corporation", reducing its capital stock by the cancellation of 156,000 preferred shares of \$5 each and the capital stock of the company shall consist henceforth of 26,000 common shares without nominal value, and the company will continue its operations with \$130,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Vendco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 3 juillet 1952, à la compagnie "Vendco Ltd", convertissant 24 actions ordinaires de \$100 en 24 actions privilégiées de \$100, modifiant les lettres patentes en ajoutant des restrictions sur le transfert des actions, limitant le nombre des actionnaires.

Daté du bureau du Procureur général le 3 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Vendco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Vendco Ltd.", converting 24 common shares of \$100 into 24 preferred shares of \$100, modifying the letters patent by adding restrictions on the transfer of shares, limiting the number of shareholders.

Dated at the office of the Attorney General, June 3rd, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER—
Numéro 805—
Number 805—
Québec, le 30 juillet 1952.—
Quebec, July 30, 1952.—
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil—
Present: The Lieutenant-Governor in Council.—
Section "A"—
Part "A"—
CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.—
CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the district of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'à la suite d'une sentence arbitrale rendue le 11 juin 1952, les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947, amendé par les arrêtés numéros 550-E, et 1038-A des 22 avril et 4 août 1948, 622-A, 623-H et 842-B des 15 juin et 3 août 1949, 470-F et 829-A des 26 avril et 12 juillet 1950, 487-F, 541-C, 735-A, 894-E et 1047-C des 2 et 30 mai, 12 juillet, 14 août et 19 septembre 1951, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), following an arbitral award rendered June 11, 1952, the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1730 of October 23, 1947, and amended by Orders 550-E and 1038-A of April 22 and August 4, 1948, 622-A, 623-H and 842-B of June 15 and August 3, 1949, 470-F and 829-A of April 26 and July 12, 1950, 487-F, 541-C, 735-A, 894-E and 1047-C of May 2 and 30, July 12, August 14 and September 19, 1951, relating to the construction industry in the district of Québec, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 juin 1952;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 28, 1952;

ATTENDU QUE l'objection présentée a été appréciée conformément à la Loi;

WHEREAS the objection raised has been duly considered as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

QUE ledit décret, numéro 1730, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 1730, be amended as follows:

1° A l'article III (Juridiction territoriale) le paragraphe intitulé "zone I" est modifié en ajoutant à l'énumération des cités, villes et municipalités, formant ladite zone I, la cité de Thetford-Mines et la ville de Black Lake.

1. In section III (territorial jurisdiction), paragraph headed "Zone I" is amended by adding the city of Thetford-Mines and the town of Black Lake to the enumeration of cities, towns and municipalities constituting the said zone I.

2° A l'article III le paragraphe, intitulé "zone II" est abrogé et remplacé par le suivant:

2. In section III, the paragraph headed "Zone II" is deleted and replaced by the following:

"Zone II: La ville de Rimouski, à compter du 1er octobre 1952."

"Zone II: The town of Rimouski, from October 1, 1952."

3° L'échelle des taux de salaires apparaissant à l'article IV est remplacée par la suivante:

3. The wage scale contained in section IV is replaced by the following:

Métiers — Trades	Salaires horaires — Hourly rates			
	Zones			
	I	II	III	IV
Briqueleur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason.	\$1.60	\$1.40	\$1.35	\$1.25
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.	1.40	1.30	1.25	1.15
Compagnon jr, 1 an — Junior journeyman, one year.	1.30	1.25	1.20	1.10
Calfat — Caulker.	1.10	1.00	0.95	0.85
Peintre — Painter.	1.35	1.25	1.20	1.10
Compagnon jr, 1 an — Junior journeyman, one year.	1.25	1.15		
Manœuvre, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier.	1.05	0.95	0.90	0.80
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher.	1.30	1.20	1.15	1.05
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo layer.	1.35	1.25	1.20	1.10
Compagnon jr, 1 an — Junior journeyman, one year.	1.25	1.15		
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator.	1.20	1.10	1.05	0.95
Premier semestre — First six months.	1.10	1.00	0.95	0.90
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on construction operations.	1.60	1.40	1.35	1.25

Métiers — Trades	Salaires horaires — Hourly rates			
	Zones			
	I	II	III	IV
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.30	1.25	1.20	1.10
Foreur — Driller	1.25	1.15	1.10	1.00
Préposé au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operator	1.25	1.10	1.05	0.95
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal)	1.25	1.15	1.10	1.00
Préposé aux pelles mécaniques, tracteurs ou grues — Engineman-shovels, tractors, hoisting	1.35	1.20	1.15	1.05
Préposé aux monte-charge non actionnés par la vapeur — Freight elevator operator, not steam driven	1.25	1.10	1.05	0.95
Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Engineman-mixers or compressors	1.25	1.10	1.05	0.95
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman-stationary and portable machines	1.30	1.15	1.10	1.00
Ferblantier-Couvreur — Tinsmith-roofer:				
Compagnon — Journeyman	1.40	1.30	1.25	1.15
Compagnon jr, 1 an — Junior journeyman one year	1.30	1.20		
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	1.40	1.30	1.25	1.15
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method:				
Opérateur en chef — Chief operator	1.40	1.30	1.25	1.15
Assistant de l'opérateur — Assistant operator	1.30	1.20	1.15	1.05
Aide — Helper	1.05	0.95	0.90	0.80
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze:				
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith	1.35	1.30	1.25	1.15
Compagnon, jr, 1 an — Junior journeyman, one year	1.25	1.20	1.15	1.05
Gratteur, poliseur et sableur de planchers à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, by hand or with machine	1.25	1.20	1.15	1.05
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine — Job watchman (night or day, Sundays and holidays) maximum of 72 hours per week	0.75	0.75	0.75	0.70
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction: 0.80 l'heure, \$38.00 par semaine dans la zone I seulement. — Truck driver employed directly by contractors of the construction industry: \$0.80 per hour \$38.00 per week, in zone I only.				

4° A L'article V intitulé "durée de travail", les paragraphes "a", "b" et "d" sont remplacés par les suivants:

"V. *Durée de travail:* a) 1. Dans la zone I seulement, la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundis, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, et de quatre (4) heures réparties entre 7.00 a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine.

Pour les journaliers, (ouvriers non qualifiés) la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-huit (48) heures par semaine.

2° Dans les autres zones, la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, et samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-huit (48) heures par semaine.

b) Toutefois, s'il y a entente entre un employeur professionnel et ses salariés, il est permis de travailler pendant les mois d'été, c'est-à-dire du 1er mai au 1er octobre, durant neuf (9) heures par jour, à condition que le total des heures au taux régulier n'exécède pas quarante-quatre (44) heures par semaine pour les ouvriers de métier qualifiés et quarante-huit (48) heures pour les journaliers et de façon à ce qu'il n'y ait pas de travail sur aucun chantier de cet employeur professionnel le samedi après-midi.

d) Tout travail supplémentaire doit être payé à raison de salaire et demi jusqu'à minuit et de salaire double de minuit à 7.00 a.m., suivant le salaire effectivement payé au salarié."

4. In section V, headed "Duration of Labour," subsections "a", "b" and "d" are replaced by the following:

"V. *Duration of Labour:* a) 1. In zone I only, the maximum duration of work is eight (8) hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and four (4) hours distributed between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday, making a weekly maximum of forty-four (44) hours.

The maximum daily duration of work of labourers (common workers) is eight (8) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, making a weekly maximum of forty-eight (48) hours.

2. In other zones, the maximum duration of work is eight (8) hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, making a weekly maximum of forty-eight (48) hours."

"b) However, by agreement between a professional employer and his employees, a daily duration of nine (9) hours is permitted during the summer months, that is from May 1 st to October 1 st, providing that the total hours at regular rates do not exceed forty-four (44) per week in the case of skilled tradesmen and forty-eight (48) hours in the case of labourers, and that no work shall be performed Saturday afternoon for such professional employer."

"d) All overtime shall be paid at the rate of time and one half until midnight and at the rate of double time from midnight to 7.00 a.m. based on the actual rates of the employees."

5° A l'article V, le sous-paragraphé intitulé "Disposition spéciale concernant les sinistrés de la ville de Rimouski et de la municipalité de Cabano" est radié.

6° Le nouvel article VI-A suivant est ajouté: "VI-A *Semaine de vacances payées*: Tous les ouvriers de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque ouvrier a droit à 2% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire."

7° La cédule des salaires des apprentis apparaissant au paragraphe "j" de l'article IX est remplacée par la suivante:

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	année	année	année	année
	1st	2nd	3rd	4th
	year	year	year	year
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason.....	\$0.55	\$0.85	\$1.10	
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	0.50	0.70	0.90	
Peintre — Painter.....	0.50	0.70	0.90	
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter.....	0.50	0.70	0.90	
Finisseur de ciment — Cement finisher.....	0.50	0.70	0.90	
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic.....	0.50	0.70	0.90	
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer.....	0.50	0.65	0.80	0.90
Mécanicien en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze machanic.....	0.50	0.65	0.80	0.90

8° La cédule des salaires minima apparaissant au paragraphe "b" de l'article XII intitulé "Salaires permanents" est remplacée par la suivante:

	Par semaine — Per week	
	I	II-III-IV
	Zones	Zones
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker).....	\$52.00	\$47.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)...	39.00	38.50

9° A l'article XIV intitulé "Amendements" les deux derniers paragraphes commençant par les mots "Les parties contractantes à la convention..." sont radiés au complet.

(Document "A" annexé à l'arrêté).

5. In section V, the paragraph headed "Special provision concerning the victims of the conflagrations in the town of Rimouski and the municipality of Cabano" is deleted.

6. The following section VI-A is added: "VI-A. *Vacation with pay*: All construction workers are entitled to one week of vacation with pay. Therefor, every worker is entitled to 2% of his weekly wages to be paid to him by his employer in excess of his weekly wages."

7. The wage scale for apprentices contained in section IX, subsection "j", by the following:

8. The minimum wage scale contained in subsection "b" of section XII, headed "permanent employees", is replaced by the following:

9. In section XIV, headed "Amendments" the last two paragraphs beginning with the words "The contracting parties to the agreement..." are deleted".

(Document "A" annexed to the order).

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

33017-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 805

Québec, le 30 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-conseil

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec autorisé par règlement, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 140-D du 8 février 1951, soit prolongé jusqu'au 30 septembre 1952, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

33017-o

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

33017-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 805

Quebec, July 30, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 140-D of February 8, 1952, be extended until September 30, 1952, with the same rates and conditions.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

33017-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 805

Québec, le 30 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1658 du 17 mai 1944, amendé par les arrêtés numéros 1922 et 2200 des 24 mai et 8 juin 1945, 3578 du 6 septembre 1946, 615-G et 1907-E des 10 avril et 19 novembre 1947, 1078-B et 1720-C des 12 août et 16 décembre 1948, 787-C du 20 juillet 1949, 225-C et 737-C des 22 février et 21 juin 1950, 640-B du 20 juin 1951, 138-D et 590 des 27 Février et 21 mai 1952, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec, Lévis et Sillery, les villes de Québec-Ouest, Beauport, Ste-Foy, et Lauzon, la municipalité de Giffard et la paroisse religieuse de Ste-Monique des Saules, soit prolongé jusqu'au 30 septembre 1952.

(Document "C" annexé à l'arrêté).

33017-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 805

Quebec, July 30, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the food products retail trade in the district of Québec:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the decree number 1658 of May 17, 1944, as amended by Orders 1922 and 2200 of May 24 and June 8, 1945, 3578 of September 6, 1946, 615-G and 1907-E of April 10 and November 19, 1947, 1078-B and 1720-C of August 12 and December 16, 1948, 787-C of July 20, 1949, 1950, 640-B of June 20, 1951, 138-D and 590 of February 27, and May 21, 1952, relating to the food products retail trade in the cities of Québec, Lévis and Sillery, the towns of Québec-West, Beauport, Ste-Foy, and Lauzon, the municipality of Giffard and the religious parish of Ste. Monique des Saules, be extended until September 30, 1952.

(Document "C" ennexted to the order)

33017-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 805

Québec, le 30 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT certaines modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne et Laval.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 140 du 27 février 1952, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne et Laval;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1952;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 140, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV ((Durée du Travail) est remplacé par le suivant:

"a) Les heures régulières de travail sont réparties comme suit:

1. Pour les barbiers

Dans le comté de Laval (Ile Jésus seulement):

Les lundi, mardi et jeudi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 805

Quebec, July 30, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne and Laval.

WHEREAS, pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments to the decree number 140 of February 27, 1952, relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne and Laval;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1952;

WHEREAS the objections raised have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 140, be amended as follows:

1. Subsection "a" of section IV (Hours of work) is replaced by the following:

"a) The regular hours of work are distributed as follows:

1. For barbers

In Laval County (Jesus Island only):

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m., to 8.00 p.m.;

Le mercredi, de 8.00 a.m. à midi;
Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Toutefois, dans la ville de Ste-Rose, les heures de travail sont celles décrétées par règlement du Conseil municipal.

Dans le comté de Terrebonne:

Les lundi, mardi et jeudi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le mercredi, de 8.00 a.m. à midi;
Le vendredi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Le samedi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

La veille des fêtes chômées de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le travail peut également se terminer à 9.00 p.m., tous les jours ouvrables, du 20 au 30 décembre inclusivement.

Toutefois, i. Dans les limites des villes de Terrebonne et Ste-Agathe-des-Monts et des municipalités de St-Sauveur-des-Monts, Mont-Rolland, Val Morin, Rosemere et Bois-des-Filions, les heures de travail sont celles décrétées par règlement du Conseil municipal.

ii. Dans les municipalités de Ste-Adèle et Shawbridge, le travail peut se terminer à 7.00 p.m., le lundi mardi et jeudi et à 9.00 p.m., le samedi.

iii. Dans la ville de Ste-Thérèse, le travail peut se terminer à 9.00 p.m., les jeudi et vendredi.

Dans le comté d'Argenteuil:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mercredi, de 8.00 a.m. à midi;
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Toutefois, dans la municipalité de Brownsburg, les heures régulières de travail sont celles décrétées par règlement du Conseil municipal.

Dans le comté de Deux-Montagnes:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Toutefois, dans les municipalités de St-Joseph-du-Lac, St-Augustin, St-Hermas, Ste-Monique et Ste-Scholastique, les heures de travail sont les suivantes:

Les lundi et mardi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

2. Pour les coiffeurs et coiffeuses

Dans toute la juridiction territoriale:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Les samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Toutefois, dans l'Île Jésus, la durée du travail peut se terminer à 9.00 p.m., les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.

Cependant les heures de travail sont les suivantes dans les salons de coiffure de la cité de St-Jérôme:

Le lundi: de 9.00 a.m. à 1.00 p.m.;
Les mardi et jeudi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Les mercredi et vendredi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi et la veille des fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m."

2° Le paragraphe "b" de l'article IV est remplacé par le suivant:

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

However, in the town of Ste-Rose the hours of work shall be as established by the Municipal Council.

In Terrebonne County:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
Friday: 8.00 a.m., to 10.00 p.m.;
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.,

Holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

From December the 20th to the 30th inclusive, work may also cease at 9.00 p.m. on all working days.

However, i. Within the limits of the towns of Terrebonne and Ste-Agathe-des-Monts and of the municipalities of St-Sauveur-des-Monts, Mont-Rolland, Val Morin, Rosemere and Bois-des-Filions, the hours of work shall be as established by the Municipal Council.

ii. In the municipalities of Ste-Adèle and Shawbridge, work may cease at 7.00 p.m., on Monday, Tuesday and Thursday, and at 9.00 p.m., on Saturday.

iii. In the town of Ste-Thérèse, work may cease at 9.00 p.m. on Thursday and Friday.

In Argenteuil County:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

However, in the municipality of Brownsburg, the regular hours of work shall be as established by the Municipal Council.

In Deux-Montagnes County:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, in the municipalities of St-Joseph-du-Lac, St-Augustin, St-Hermas, St-Monique and St-Scholastique, the hours of work shall be as follows:

Monday and Tuesday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

2. For male and female hairdressers:

In the entire territorial jurisdiction:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

However, in Jesus Island, the duration of work may cease at 9.00 p.m. on Friday, Saturday and holiday eves.

However, the hours of work shall be as follows in the hairdressing parlors of the city of St-Jérôme:

Monday: 9.00 a.m. to 1.00 p.m.;
Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;
Wednesday and Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 9.00 a.m. to 6.00 p.m."

2. Subsection "b" of section IV is replaced by the following:

"b) Nonobstant les dispositions duparagraphe précédent:

i. dans la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, et un rayon de trois (3) milles de ses limites, les heures de travail des barbiers, coiffeurs et coiffeuses doivent être conformes au règlement municipal numéro 162 de ladite ville;

ii. dans les municipalités de St-Jovite, Mont-Tremblant, Lac Carré, St-Faustin, (comté de Terrebonne), les heures de travail des barbiers, coiffeurs et coiffeuses sont comme suit:

Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.;
 Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
 Les vendredi et samedi: de 8.00 a.m., à 9.00 p.m."

(Document "B" annexé à l'arrêté).
 A. MORISSET,
 33017-o Greffier du Conseil Exécutif.

"b) Notwithstanding the provisions of the foregoing subsection:

i. in the town of Lachute, Argenteuil county, and a radius of three (3) miles from its limits, the hours of work of barbers and male and female hairdressers shall be as established by the municipal by-law No. 162 of the said town;

ii. In the municipalities of St. Jovite, Mont-Tremblant, Lac Carré, St. Faustin (Terrebonne county), the hours of work of barbers and male and female hairdressers shall be as follows:

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.;
 Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
 Friday and Saturday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

(Document "B" annexed to the order).
 A. MORISSET,
 33017-o Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montmagny, Cour Supérieure, N° 6364. Dame Marguerite Dupont, épouse commune en biens de Odilon Chouinard, de St-Pamphile, Cté l'Islet, P. Q. demanderesse; vs Odilon Chouinard, de St-Lamphile, Cté l'Islet, P. Q., défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 10ième jour de juillet, 1952.

Québec, le 30 juillet, 1952.
 Les Procureurs de la demanderesse,
 33019-o MORIN & VERGE

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montmagny, Superior Court, No. 6364. Dame Marguerite Dupont, wife common as to property of Odilon Chouinard, of St. Pamphile, l'Islet, county, P. Q., plaintiff; vs Odilon Chouinard, of St. Pamphile, l'Islet county, P. Q., defendant.

An action in separation as to property was instituted in this cause on the 10th of July, 1952.

Quebec, P. Q., July 30th, 1952.
 MORIN & VERGE
 33019-o Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que "New Canadian Baptist Church", 183 ouest, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur-en-Conseil de la province de Québec, pour obtenir la constitution en corporation, en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des Statuts révisés de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, 21 juillet 1952.
 231 ouest rue St-Jacques, Montréal.
 Le Procureur de la requérante,
 32967-30-5 HOWARD S. ROSS.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the "New Canadian Baptist Church", 183 St. Catherine Street West, City of Montreal, will present a Petition to the Lieutenant Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments.

Montreal, July 21st 1952.
 231 St. James Street West, Montreal.
 HOWARD S. ROSS,
 32967-30-5-o Solicitor for Petitioner.

LA COMPAGNIE DE TRANSPORT
 DU BAS ST. LAURENT LTÉE

Règlement Spécial "D"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie et changer le quorum de "la majorité des directeurs élus" à cinq directeurs.

Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit, et il est par les présentes, augmenté de neuf à dix et que le quorum soit changé de "la majorité des directeurs élus" à cinq directeurs, et que l'article 6 du règlement un de la compagnie soit amendé en conséquence.

Montréal, P. Q. Canada, le 22 juillet 1952.
 Certifié vraie copie:
 (Seau) Le Secrétaire-trésorier,
 33004 C. H. BOLDUC.

LA COMPAGNIE DE TRANSPORT
 DU BAS ST. LAURENT LTÉE

Special By-Law "D"

A By-law to increase the number of Directors of the company and change the quorum from "the majority of Directors elected" to Five Directors.

The number of Directors of this company be and the same is hereby increased from nine to ten and the quorum be changed from "the majority of Directors elected" to Five Directors, and that Article 6 of By-law One of the company be amended accordingly.

Montreal, P. Q. Canada, 22nd July, 1952.
 Certified true extract:
 (Seal) C. H. BOLDUC,
 33004-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable secrétaire de la province a approuvé, le 30 juillet 1952, les règlements généraux de "L'Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 17 juillet 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (R.S.Q., 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 31 juillet 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33007-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENTS DE NOM
(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 30 juin 1952, le changement de nom de l'"Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 56" en celui de "Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du comté de Montmagny", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30 juin 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33013-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Co-opérative de Santé des Pompiers de Montréal", en date du 2 juillet 1952, dont le siège social est situé à 750, rue St-Gabriel, Montréal, district de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 juillet 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33014-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Producteurs et Distributeurs de Lait en Nature de Victoriaville", en date du 31 mars 1952, dont le siège social est situé à Victoriaville et à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 9 avril 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33018-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Gérard Magella" en date du 18 juin 1952, dont le siège social est situé à St-Gérard Magella, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 10 juillet 1952.

Le Sous-secrétaire de la province,
33028-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws of the "Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc.", as adopted at the general meeting held on July 17, 1952, were approved by the Honourable the Provincial secretary on July 30, 1952, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, July 31, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33007 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME
(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on June 30, 1952, authorized the change of name of the "Association Catholique des Institutrices Rurales du district No. 56", into that of "Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du comté de Montmagny", pursuant to the provisions of section 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, June 30, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33013 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Co-opérative de Santé des Pompiers de Montréal" under date the second day of July, 1952, whereof the head office is at 750 St-Gabriel street, Montréal, district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33014 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Producteurs et Distributeurs de Lait en Nature de Victoriaville", under date of March 31, 1952, whereof the head office is at Victoriaville and at Arthabaska, judicial district of Arthabaska and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 9, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33018 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Gérard Magella" under date the June 18, 1952, whereof the head office is at St-Gérard Magella, county of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 10, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33028-o Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 1er août 1952, la fin de l'existence corporative de l'"Association Catholique des Institutrices Rurales du District N°4, Inc." et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 1er août 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33003-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 1er août 1952, la fin de l'existence corporative de l'"Association des Commis de Rouyn-Noranda" et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 1er août 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33003-o JEAN BRUCHÉSI.

MARIETTE MINES LTD.
(Libre de responsabilité personnelle)

Qu'il soit décrété comme le règlement N° 6 de la compagnie ce qui suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à sept.

Vraie copie certifiée du règlement N° 6 de la compagnie "Mariette Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle) décrété par les directeurs en date du 22e jour de juillet 1952 et sanctionné et ratifié par tous les actionnaires le même jour.

(Sceau) Le Président,
33025 CORDELIA LECLERC.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Sorel", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 juillet 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, comté de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33026-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Charpentiers-Menusiers de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on August 1, 1952, enacted the termination of the corporate existence of the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 4, Inc." and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act II George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 1, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on August 1, 1952, enacted the termination of the corporate existence of "L'Association des Commis de Rouyn-Noranda", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act II George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary August 1, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

MARIETTE MINES LTD.
(No Personal Liability)

Be it enacted as By-Law No. 6 of the Company as follows:

"That the number of Directors of the Company is hereby increased from three to seven.

Certified true copy of By-Law No.6 of "Mariette Mines Ltd." (No Personal Liability), enacted by the directors on the 22nd day of July, 1952, and sanctioned and ratified by all the shareholders on the same day.

(Seal) CORDELIA LECLERC,
33025-o Président.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Sorel" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 30, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sorel, county of Richelieu.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Charpentiers-Menusiers de Sherbrooke" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral inte-

moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 juin 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 29, rue Gordon, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33027-o JEAN BRUCHÉSI.

RÉGIE PROVINCIALE DE
L'ÉLECTRICITÉ

AVIS PUBLIC

Chauffage à l'Électricité

Avls est par les présentes donné à tous les intéressés que "La Compagnie Électrique du Saguenay" a par sa requête demandé à la Régie l'établissement d'un tarif plus élevé pour l'utilisation de l'électricité aux fins de chauffage de legis, exploitations agricoles et maisons de pension.

Toute personne ayant des représentations à faire au sujet de la dite demande, devra s'adresser au sousigné, 132 rue St-Jacques ouest, à Montréal, P.Q., avant le 5 septembre 1952.

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ,
Le Secrétaire,
33029-o J.-A. MORIN.

CORDON BLEU LIMITED
CORDON BLEU LLIMITÉE

Règlement No 59

(diminuant le nombre des directeurs de 5 à 3)

Qu'il soit résolu:

Il est jugé nécessaire d'amender l'article 19 des règlements généraux en changeant le mot cinq (5) pour se lire trois (3) directeurs ainsi que d'autres si nécessaire.

Montréal, 9 mai 1952.

Vraie copie certifiée.

33032 Le Secrétaire,
EDMOND PETIT.

LADY DAVIS FOUNDATION

Règlement No 12

1. Que le nombre des membres du bureau de direction soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre (4) à cinq (5) dont trois (3) formeront quorum.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Vraie copie certifiée.

33033 Le Secrétaire,
LAZARUS PHILLIPS.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de L'U.C.C. de Carleton", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 juin 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à New-Richmond, comté de Bonaventure.

33034-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

rests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 6, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 29, Gordon Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

JEAN BRUCHÉSI,
33027 Under Secretary of the Province.

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD

PUBLIC NOTICE

Electricity Space Heating

Notice is hereby given to all interested parties that "Saguenay Electric Company" has by petition to this Board requested the setting up of a higher rate for the heating of dwellings, farm establishments and boarding houses.

Any person desiring to make representations in respect of the foregoing should communicate with the undersigned, 132 St. James St., West, in Montreal, P.Q. before September 5th, 1952.

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD,
Per J. A. MORIN,
33029-o Secretary.

CORDON BLEU LIMITED
CORDON BLEU LLIMITÉE

By-Lay No. 59

(decreasing the number of directors from 5 to 3)

Be it resolved that:

It is deemed necessary to amend Section 19 of the General By-Laws, by changing the word five (5) to read three (3) Directors and also others if necessary.

Montreal, 9th of May, 1952.

Certified a true copy.

33032-o EDMOND PETIT,
Secretary.

LADY DAVIS FOUNDATION

By-Lay No. 12

1. That the number of the Board of Directors be, and it is hereby increased from four (4) to Five (5), Three (3) of whom shall constitute a quorum.

2. That the By-laws of the Company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Certified a true copy.

33033-o LAZARUS PHILLIPS,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Carleton" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on June 18, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at New Richmond, county of Bonaventure.

33034 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

RENÉE TALBOT, INCORPORÉE

Règlement N° 8

(augmentant le nombre des directeurs de 3 à 5).
La compagnie est régie par un bureau de direction composé de cinq directeurs dont quatre formeront le *quorum*.

Quebec, ce vingt-septième jour de juin 1952.
Le Secrétaire,
33008-o PAUL DUSSAULT.

RENÉE TALBOT, INCORPORÉE

By-Law No. 8

(increasing the number of directors from 3 to 5).
The company is managed by a board of directors composed of five directors, four of whom will form a *quorum*.

Quebec, this twenty-seventh day of June, 1952.
PAUL DUSSAULT,
Secretary.

Chartes — Abandon de

KEATING SONS LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Keating Sons Limited", une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30e jour de juillet 1952.
Le Vice-président,
33005 JULES ARCHAMBAULT.

AVIS

DORSAM CORPORATION

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Dorsam Corporation" donne présentement avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour demander la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 9 juillet 1952.
(Seau) Le Secrétaire,
33009 DAVID GROVER.

AVIS

HUB REALTY Co. LTD.

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Hub Realty Co. Ltd.", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 31 juillet 1952.
Le Secrétaire,
33015 (Signé) OSCAR REINHART.

Compagnies dissoutes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Art & Musique Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 décembre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er août 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Charters — Surrender of

KEATING SONS LIMITED

Notice is hereby given that "Keating Sons Limited", a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies' Act, and having its Head Office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of July, 1952.
JULES ARCHAMBAULT,
Vice-President.

NOTICE

DORSAM CORPORATION

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Dorsam Corporation", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, July 9th, 1952.
(Seal) DAVID GROVER,
33009-o Secretary.

NOTICE

HUB REALTY Co. LTD.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Hub Realty Co. Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, July 31st, 1952.
(Signed) OSCAR REINHART,
33015-o Secretary.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27, of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Art & Musique Ltée", incorporated by letters patent dated December 6, 1946.

Notice is also given that from and after August 1st, 1952, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général le 4 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bortrite Apartments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juillet 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er août 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 4 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Brown Garage Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du août 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er août 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 4 19 août 1932.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Helene Martin Inc. constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 septembre 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er août 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 4 19 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Realty & Insurance Agencies Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 avril 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er août 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 4 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33003-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, August 4, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bortrite Apartments Limited" incorporated by letters patent dated July 28, 1942.

Notice is also given that from and after August 1st, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, August 4, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Brown Garage Limited" incorporated by letters patent dated August 19, 1932.

Notice is also given that from and after August 1st, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, August 4, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Helene Martin Inc.", incorporated by letters patent dated September 13, 1949.

Notice is also given that from and after August 1st, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, August 4, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Realty & Insurance Agencies, limited" incorporated by letters patent dated April 21, 1931.

Notice is also given that from and after August 1st, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, August 4, 1952.

L. DÉSILETS,
33003 Deputy Attorney General.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe, division d'enregistrement de St-Hyacinthe.

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de St. Hyacinthe, registration division of St. Hyacinthe.

Avis est par la présente donné que les lots 1102-5 à 1102-7, 1102-16 à 1102-19, 1102-42 à 1102-45, 1102-56 à 1102-59, 1102-70 à 1102-73, 1102-79 à 1102-103, 1102-105, 1102-107, 1102-109, 1102-111, 1102-114, 1102-116 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juillet 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

33016-o

Notice is hereby given that lots 1102-5, à 1102-7, 1102-16 à 1102-19, 1102-42 à 1102-45, 1102-56 à 1102-59, 1102-70 à 1102-73, 1102-79 à 1102-103, 1102-105, 1102-107, 1102-109, 1102-111, 1102-114, 1102-116 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, July 18, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

33016-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1157-1-1 à 1157-1-59 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 juillet 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

33016-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 1157-1-1 to 1157-1-59 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, July 14, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

33016-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 488, du 2 mai 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'Arrêté en Conseil numéro 805-E, du 30 juillet 1952, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions et le taux ci-après donnés.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 as amended), that Le Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi, formed under decree number 488 of May 2, 1951, has been authorized by by-law approved by Order in Council number 805-E of July 30, 1952, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following conditions and rate:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la Gazette officielle de Québec au 12 mai 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the Quebec Official Gazette to May 12, 1953; it shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 488 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 488, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll for employees regulated by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 488 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$20.70 par semaine.

b) The artisans governed by the said decree number 488, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$20.70 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 488 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 488, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la région de Chicoutimi, pour la période se terminant le 12 mai 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DE LA RÉGION DE CHICOUTIMI

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 12 mai 1953.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.	\$ 900.00
Salariés.	900.00
	\$1,800.00
 <i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.	\$ 600.00
Inspecteur.	100.00
Administration.	50.00
Frais légaux.	350.00
Papeterie, impression, timbres téléphone et télégrammes.	150.00
Vérification des livres.	50.00
Assurances et frais de cautionnement.	15.00
Dépenses diverses et imprévues.	485.00
	\$1,800.00

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 août 1952. 33017-0

ERRATUM

L'avis de prélèvement publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 juillet 1952, page 1688, concernant le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, est corrigé comme suit:

Le numéro d'arrêté 784, apparaissant au premier paragraphe, doit se lire "714."
33017-0

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi for the period ending May 12, 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DE LA RÉGION DE CHICOUTIMI

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending May 12, 1953.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers.	\$ 900.00
Employees.	900.00
	\$1,800.00
 <i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary.	\$ 600.00
Inspector.	100.00
Administration.	50.00
Legal fees.	350.00
Stationary, printing, postage, telephone and telegrams.	150.00
Audition.	50.00
Insurance and fidelity bond.	15.00
Unforeseen and miscellaneous expenses.	485.00
	\$1,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 19, 1952. 33017-0

ERRATUM

The notice of levy, as published in the *Quebec Official Gazette* of July 5, 1952, page 1688, concerning the Joint Committee of the Men's and Boy's Industry for the Province of Québec, is corrected as follows:

The Order in Council No. 784, mentioned in the first paragraph, shall read "714".
33017-0

ERRATUM

L'avis de prélèvement publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 juillet, page 1686, concernant le Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, est corrigé comme suit:

Le numéro d'arrêté 784, apparaissant au premier paragraphe, doit se lire "714."
33017-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, de la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 972 du 30 août 1950, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, de la façon suivante:

1° L'article IV sera remplacé par le suivant:
"IV. Salaires minima a) Les salaires minima hebdomadaires sont les suivants:

Occupation	Hebdomadaire	Trades	Weekly rates
Coupeur 1ère Classe	\$70.00	Cutters 1st Class	\$70.00
Coupeur 2ème Classe	60.00	Cutters 2nd Class	60.00
Apprenti-Coupeur	48.00	Apprentice-cutters	48.00
Ouvrier (opérateur) 1ère Classe	60.00	Operators (male) 1st Class	60.00
Ouvrier (opérateur) 2ème Classe	48.00	Operators (male) 2nd Class	48.00
Ouvrière (opératrice) 1ère Classe	47.00	Operators (female) 1st Class	47.00
Ouvrière (opératrice) 2ème Classe	38.00	Operators (female) 2nd Class	38.00
Façonneur (trimmeur) 1ère Classe	48.00	Trimmers 1st Class	48.00
Façonneur (trimmeur) 2ème Classe	41.00	Trimmers 2nd Class	41.00
Apprêteur (bloqueur) 1ère Classe	48.00	Blockers 1st Class	48.00
Apprêteur (bloqueur) 2ème Classe	37.00	Blockers 2nd Class	37.00
Finisseur 1ère Classe	55.00	Finisher (male) 1st Class	55.00
Finisseur 2ème Classe	46.00	Finisher (male) 2nd Class	46.00
Finisseuse 1ère Classe	44.00	Finisher (female) 1st class	44.00
Finisseuse 2ème Classe	37.00	Finisher (female) 2nd class	37.00
Tailleuse de doublures (ceux qui cousent et taillent)	41.00	Lining-cutters, (those who cur and sew)	41.00
Couseuse de doublures	36.00	Lining operators	36.00
Examineurs 1ère Classe	52.00	Examiners 1st Class	52.00
Examineurs 2ème Classe	42.00	Examiners 2nd Class	42.00

b) Tous les salariés occupés à fermer les manteaux que ce soit sur des fourrures de première qualité ou de deuxième qualité, doivent recevoir le salaire d'un ouvrier ou ouvrière de première classe.

c) Les salariés occupés à façonner ou rembourrer les collets doivent recevoir le minima de \$37.00 par semaine.

d) Les salariés travaillant les peaux en pièces et en lisières doivent faire deux années d'apprentissage tel que déterminé par les règlements généraux d'apprentissage. A la fin de deux années d'apprentissage, ils doivent être classifiés comme des ouvriers de seconde classe dans leurs métiers et payés comme tels, (paragraphe "a").

e) *Apprentis des deux sexes.* Les deux années d'apprentissage sont divisées en quatre périodes de six mois.

1ère période	\$18.00
2ème période	20.00
3ème période	22.00
4ème période	24.00

f) Après une période d'emploi de deux années, les galonneuses et poseuses de batiste doivent être mises sur la base de promotion normale pour devenir finisseuses de seconde classe.

g) Tous les employés dont les salaires sont plus élevés que l'échelle minima devront recevoir

ERRATUM

The notice of levy, as published in the *Quebec Official Gazette* of July 5, 1952, page 1686, concerning the Joint Committee of the Ladies Cloak and suit Industries of the Province of Québec, is corrected as follows:

The Order in Council No. 784, mentioned in the first paragraph, shall read "714".
33017-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal, rendered obligatory by the decree number 972 of August 30, 1950, submitted to him a request to amend the said decree, as follows:

1. Section IV will be replaced by the following:
"IV. *Minimum wages* a) The minimum weekly wages shall be as follows:

Trades	Weekly rates
Cutters 1st Class	\$70.00
Cutters 2nd Class	60.00
Apprentice-cutters	48.00
Operators (male) 1st Class	60.00
Operators (male) 2nd Class	48.00
Operators (female) 1st Class	47.00
Operators (female) 2nd Class	38.00
Trimmers 1st Class	48.00
Trimmers 2nd Class	41.00
Blockers 1st Class	48.00
Blockers 2nd Class	37.00
Finisher (male) 1st Class	55.00
Finisher (male) 2nd Class	46.00
Finisher (female) 1st class	44.00
Finisher (female) 2nd class	37.00
Lining-cutters, (those who cur and sew)	41.00
Lining operators	36.00
Examiners 1st Class	52.00
Examiners 2nd Class	42.00

b) All closers, whether working on 1st or 2nd class work, shall receive the wages of a first class operator.

c) Employees engaged in trimmings or padding collars shall receive a minimum of \$37.00 per week.

d) Employees employed on piece plates and strippings shall have their two years apprenticeship period and scale of wages governed by the general rules of apprenticeship and, at the end of the apprenticeship period, he or she will receive the wages of a second class worker as per the minimum wage scale in subsection "a" of this section.

e) *Apprentice male or female:* The two years apprenticeship are divided into four periods of six months.

1st period	\$18.00
2nd period	20.00
3rd period	22.00
4th period	24.00

f) Following a two year period of employment, tapers and basters shall be placed on the standard promotion basis leading to second-class finisher.

g) All employees whose wages are above the scale shall receive an increase on their weekly

une augmentation de salaire hebdomadaire de 6% (six pour cent), mais l'augmentation minimum qu'un ou une employée doit recevoir sera de \$3.00 par semaine.

Cependant l'augmentation de salaire des apprentis ou galonneuses recevant en dessus de l'échelle minimum sera de \$2,50 par semaine. Les salaires minima plus haut mentionnés seront effectifs immédiatement après la période des vacances qui est fixée pour la première semaine du mois d'août."

2° L'article XXII sera remplacé par le suivant:

"XXII. *Durée du décret*: Le présent décret entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 20 avril 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai de pas plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou avant le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler. Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 août 1952.

33017-0

salary of 6% but the minimum increase which an employee shall receive shall be \$3.00. However the increase for apprentices and tapers above the scale shall be \$2.50. The present clause shall become effective immediately after the vacation period fixed for the first week of August."

2. Section XXII will be replaced by the following:

"XXII. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until April 30th 1954. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party in writing to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day prior to the date of its original expiration or prior to April 30th of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, August 9, 1952.

33017-0

Lettres patentes

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que le conseil de la ville de Roxboro, par sa requête basée sur sa résolution du 9 avril 1952, demande d'émettre des lettres patentes sous l'autorité de l'article 173 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), à l'effet de changer la date des élections municipales de la ville de Roxboro du premier jour juridique de février au premier jour juridique de juillet, la date de la mise en nomination devant avoir lieu huit jours avant le premier jour juridique de juillet;

Attendu que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret portant le numéro 747, en date du 27 juin 1952, et conformément aux dispositions de l'article 173 de la Loi des cités et villes, (S.R.Q., 1941, chapitre 233), nous avons fixé et, par les présentes lettres patentes, fixons la date des élections municipales de la ville de Roxboro au premier jour juridique de juillet, la date de la mise en nomination devant avoir lieu huit jours avant le premier jour juridique de juillet.

Letters Patent

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS the council of the Town of Roxboro, by its petition based on its resolution of the 9th of April, 1952, requests the issue of letters patent under the authority of section 173 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), for the purpose of changing the date of the municipal elections of the Town of Roxboro from the first juridical day of February to the first juridical day of July, the date of nomination to be eight days before the first juridical day of July;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order bearing number 747, dated the 27th of June, 1952, and pursuant to the provisions of section 173 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q., 1941, chapter 233), We have fixed and by these present letters patent do fix the date of the municipal elections of the Town of Roxboro to the first juridical day of July, the date of nomination to be eight days before the first juridical day of July.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de juin en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-seventh day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Sous-secrétaire de la Province.

JEAN BRUCHÉSI,

33003-o

JEAN BRUCHÉSI.

33003

Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances

Assurances

Department of Finance

Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "The Minnesota Mutual Life Insurance Company", enregistrée sous le numéro 530, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 572 qui l'autorise, à compter du 1er juillet 1952, à effectuer dans la Province des contrats relatifs à l'assurance sur la vie.

Notice is hereby given that "The Minnesota Mutual Life Insurance Company", registered under number 530, has obtained the license and certificate of registration number 572 authorizing it, as from the 1st of July 1952, to undertake in the Province contracts of Life insurance.

Le siège social de la compagnie est situé à St. Paul, Etat de Minnesota, Etats Unis d'Amérique.

The head office of the company is situate at St. Paul, State of Minnesota, United States of America.

La compagnie a nommé M. Walter Creighton Leggat, 901 Carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

The company has appointed Mr. Walter Creighton Leggat, 901 Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 juillet 1952.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of July 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province,

For the Minister of Finance of the Province

GEORGES LAFRANCE,

GEORGES LAFRANCE,

33020-32-2-o Surintendant des assurances.

33020-32-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "The Missisquoi and Rouville Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville", constituée en corporation par la loi 15 Geo. VI, chapitre 72, des Statuts du Canada et enregistrée sous le numéro 529 a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 573 qui l'autorise, à compter du 1er juillet 1952, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défecuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle limitée, ouragan, température, tremblement de terre.

Notice is hereby given that "The Missisquoi and Rouville Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville", incorporated by the Act 15 Geo. VI, chapter 72, of the Statutes of Canada, and registered under number 529, has obtained the license and certificate of registration number 573 authorizing it, as from the 1st of July 1952, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm.

Le siège social de la compagnie est situé à Frelighsburg, province de Québec.

The head office of the company is situate at Frelighsburg, Province of Quebec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 juillet 1952.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of July, 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province,

For the Minister of Finance of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

GEORGES LAFRANCE,

33020-32-2-o Surintendant des assurances.

33020-32-2-o Superintendent of Insurance.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du conseil exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 juin 1952.

Monsieur Marius D'Amour, notaire: protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du district judiciaire de Kamouraska, en remplacement de M. Paul-Yvan Marquis, démissionnaire, ainsi que juge de paix conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska.

Québec, 23 juillet 1952.

MM. Wilfrid-A. Ringuet, de Montmagny, Gaétan Charbonneau, 83, rue Claire-Fontaine, Québec, du Service de Conciliation et d'Arbitrage, district de Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Avila Huneault, tailleur de cuir, 635, rue de Courcelles, Montréal, A. Després, 4890, est, Boulevard Gouin, Montréal, Inspecteur en chef du département des permis et privilèges pour la ville de Montréal-Nord: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Narcisse Dufault, bourgeois, Ste-Christine, comté de Bagot: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-Hyacinthe: les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus 1941 chapitre 15.

33003-o

Sièges sociaux

AVIS DU SIÈGE SOCIAL

Avis est donné par les présentes que la compagnie "The Levis Woolen Mill Ltd." — "La Manufacture de Lainages de Lévis Ltée" constituée en corporation par lettres patentes de Québec, en date du 21 février 1952, et ayant son siège social à Lévis, P. Qué., a établi son bureau au numéro 338, rue St-Georges, Lévis.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Lévis, le 9 juin 1952.

Le Secrétaire,
33006-o CHARLES-AUGUSTE PARENT.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que la compagnie "General Waste & Wares Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, le 15 janvier 1951, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 1357 rue Bonaventure, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 28e jour de juillet 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
33010 S. WALDMAN.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, June 27, 1952.

Mr. Marius D'Amour, notary: to be prothonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court and clerk of the Magistrate's Court for the judicial district of Kamouraska, replacing Mr. Paul Yvan Marquis, retired, and also Justice of the Peace pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15) with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska.

Quebec, July 23, 1952.

Messrs. Wilfrid A. Ringuet, of Montmagny, Gaétan Charbonneau, 83 Claire-Fontaine street, Québec, of the conciliation and arbitration Department, district of Québec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Québec; Avila Huneault, leather cutter, 635 de Courcelles street, Montreal, A. Després, 4890 Boulevard Gouin East, Montreal, chief inspector for the department of permits and privileges of the Town of Montreal-North: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Narcisse Dufault, gentleman, Ste-Christine, county of Bagot: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saint-Hyacinthe: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions, of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes 1941, chapter 15.

33003

Head Offices

NOTICE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the company "The Levis Woollen Mill Ltd." — "La Manufacture de Lainages de Lévis Ltée" incorporated by Quebec letters patent, dated February 21, 1952, and having its head office at Lévis, P. Que., has established its office at number 338, St. Georges Street, Lévis.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered as being its head office.

Dated at Lévis, June 9, 1952.

CHARLES-AUGUSTE PARENT,
33006 Secretary.

NOTICE OF SITUATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "General Waste & Wares Ltd.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, on the 15th. January 1951, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1357 Bonaventure Street, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal on this 28th day of July 1952.

S. WALDMAN,
33010 Secretary-Treasurer.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE
DE BLACK LAKE
(Comté de Mégantic)

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN
OF BLACK LAKE
(County of Megantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-O. Laplante, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville de Black Lake, comté de Mégantic, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 25 août 1952, pour l'achat de \$280,000.00 d'obligations de la commission scolaire de la Ville de Black Lake, comté de Mégantic, datées du 1er septembre 1952 et remboursables par séries du 1er septembre 1953 au 1er septembre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned J.-O. Laplante, Secretary-Treasurer, Town Hall of Black Lake, county of Megantic, until 8 o'clock p.m., Monday, August 25, 1952, for the purchase of an issue of \$280,000 of bonds of the School Commission of the Town of Black Lake, county of Megantic, dated September 1st, 1952 and redeemable serially from September 1st, 1953 to September 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not to exceed 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$280,000. — 20 ans. Table of redemption — \$280,000. — 20 years.

Année	Capital
1er septembre 1953.....	x\$18,000.00
1er septembre 1954.....	x 18,500.00
1er septembre 1955.....	x 19,500.00
1er septembre 1956.....	x 20,000.00
1er septembre 1957.....	x 21,000.00
1er septembre 1958.....	x 22,000.00
1er septembre 1959.....	x 23,000.00
1er septembre 1960.....	x 24,000.00
1er septembre 1961.....	7,500.00
1er septembre 1962.....	7,500.00
1er septembre 1963.....	8,000.00
1er septembre 1964.....	8,500.00
1er septembre 1965.....	9,000.00
1er septembre 1966.....	9,000.00
1er septembre 1967.....	9,500.00
1er septembre 1968.....	10,000.00
1er septembre 1969.....	10,500.00
1er septembre 1970.....	11,000.00
1er septembre 1971.....	11,500.00
1er septembre 1972.....	12,000.00

Year	Capital
September 1st, 1953.....	x\$18,000.00
September 1st, 1954.....	x 18,500.00
September 1st, 1955.....	x 19,500.00
September 1st, 1956.....	x 20,000.00
September 1st, 1957.....	x 21,000.00
September 1st, 1958.....	x 22,000.00
September 1st, 1959.....	x 23,000.00
September 1st, 1960.....	x 24,000.00
September 1st, 1961.....	7,500.00
September 1st, 1962.....	7,500.00
September 1st, 1963.....	8,000.00
September 1st, 1964.....	8,500.00
September 1st, 1965.....	9,000.00
September 1st, 1966.....	9,000.00
September 1st, 1967.....	9,500.00
September 1st, 1968.....	10,000.00
September 1st, 1969.....	10,500.00
September 1st, 1970.....	11,000.00
September 1st, 1971.....	11,500.00
September 1st, 1972.....	12,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$142,488. accordé par le Secrétaire de la province et payable en 8 versements, le premier de \$17,811.07 et les 7 autres de \$17,810.99 chacun, de 1953 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$142,488, granted by the Provincial Secretary and payable in 8 instalments, the first of \$17,811.07 and the 7 others of \$17,810.99 each, from 1953 to 1960 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Black Lake.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Black Lake.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Redondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 25 août 1952, à 8 heures p.m., à Black Lake, comté de Mégantic.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August, 25 1952, at 8 o'clock, p.m., at Black Lake, county of Megantic.

Les commissaires d'écoles s'engagent de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Black Lake, (Comté de Mégantic), ce 28 juillet 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
J. O. LAPLANTE.

Hôtel de Ville,
Black Lake, (Mégantic) P. Q. 33011-0

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE
DE LA TUQUE
(Comté de Laviolette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Alphondor Roy, secrétaire-trésorier, La Tuque, comté de Laviolette jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 25 août 1952, pour l'achat de \$175,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de La Tuque, comté de Laviolette, datées du 1er août 1952 et remboursables par séries du 1er août 1953 au 1er août 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$175,000. — 15 ans.

Année	Capital
1er août 1953.....	x\$21,000.00
1er août 1954.....	x 21,500.00
1er août 1955.....	x 22,500.00
1er août 1956.....	7,000.00
1er août 1957.....	7,500.00
1er août 1958.....	8,000.00
1er août 1959.....	8,000.00
1er août 1960.....	8,500.00
1er août 1961.....	9,000.00
1er août 1962.....	9,500.00
1er août 1963.....	9,500.00
1er août 1964.....	10,000.00
1er août 1965.....	10,500.00
1er août 1966.....	11,000.00
1er août 1967.....	11,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$50,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de \$16,666.68 et deux versements de \$16,666.66 chacun, de 1953 à 1955 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à La Tuque.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 25 août 1952, à 8 heures p.m., à l'École Centrale, rue St-Joseph, La Tuque, comté de Laviolette.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. Black Lake, (County of Megantic), July 28, 1952.

J. O. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Black Lake, (Megantic) P. Q. 33011

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION FOR THE TOWN
OF LA TUQUE
(County of Laviolette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Alphondor Roy, Secretary-Treasurer, La Tuque, county of Laviolette, until 8 o'clock p.m., Monday, August 25, 1952, for the purchase of an issue of \$175,000. of bonds of the School Commission of the town of La Tuque, county of Laviolette, dated August 1st, 1952 and redeemable serially from August 1st, 1953 to August 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate to be not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$175,000 — 15 years.

Year	Capital
August 1st, 1953.....	x\$21,000.00
August 1st, 1954.....	x 21,500.00
August 1st, 1955.....	x 22,500.00
August 1st, 1956.....	7,000.00
August 1st, 1957.....	7,500.00
August 1st, 1958.....	8,000.00
August 1st, 1959.....	8,000.00
August 1st, 1960.....	8,500.00
August 1st, 1961.....	9,000.00
August 1st, 1962.....	9,500.00
August 1st, 1963.....	9,500.00
August 1st, 1964.....	10,000.00
August 1st, 1965.....	10,500.00
August 1st, 1966.....	11,000.00
August 1st, 1967.....	11,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$50,000, granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment of \$16,666.68 and two instalments of \$16,666.66 each, from 1953 to 1955, inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at La Tuque.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price or the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 25, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Ecole Centrale, St-Joseph Street, La Tuque, county of Laviolette.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
La Tuque, (Comté de Laviolette), ce 29 juillet 1952.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.
La Tuque, (County of Laviolette), July 29, 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONDOR ROY.

ALPHONDOR ROY,
Secretary-Treasurer.

Latuque, (Comté de Laviolette), P. Q. 33012-0

La Tuque, (County of Laviolette), P. Q. 33012

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 110, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: JEAN SERGE PARTHENAIS, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "Western Credit Corporation" 6656 Blvd Lévesque, St-François de Sales, débiteur; et CLAUDE PERRAS, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement ayant front sur le boulevard Lévesque, en la paroisse de St-François de Sales, province de Québec, connu et désigné sous le N° deux de la subdivision officielle du lot N° quatorze (14-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales, mesurant ledit lot cent vingt pieds (120) de largeur sur une profondeur de cent quinze pieds (115) dans la ligne sud ouest et cent vingt cinq pieds (125) dans la ligne nord ouest et borné en front vers le nord ouest par le boulevard Lévesque, en arrière vers le sud ouest par la rivière des Prairies et de chaque côté par des parties non subdivisées du lot N° 14, avec la maison et autre bâtisse y érigées portant le No civique 6656 Blvd Lévesque."

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François de Sales, comté de Laval, VENDREDI le 12 SEPTEMBRE 1952 à ONZE heures du matin.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistrare à Montréal, le 28 juillet 1952, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure Civile.

Conditions: comptant

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics,
4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

33021-32-2-0

Le Syndics,
CLAUDE PERRAS.

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 110, (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of the bankruptcy of JEAN SERGE PARTHENAIS, carrying on business alone under the firm name and style of "Western Credit Corporation", 6656 Blvd Lévesque, St. François de Sales, debtor, and CLAUDE PERRAS, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

An emplacement fronting on Boulevard Lévesque, in the parish of St-François de Sales, Province of Quebec, known and designated as number two of the official subdivision of lot number fourteen (14-2) of the official plan and in the book of reference for the parish of St-François de Sales, the said emplacement measuring one hundred and twenty feet (120) in width by a depth of one hundred and fifteen feet (115) in the southwest line and one hundred and twenty-five feet (125) in the northwest line and bounded in front towards the northwest by Boulevard Lévesque, in rear to the southwest by the des Prairies river, and on each side by the unsubdivided parts of lot No. 14, with the house and other buildings thereon erected, bearing civic No. 6656 Blvd Lévesque.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-François de Sales, county of Laval, on FRIDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The said sale to be made in virtue of a judgment rendered by the Registrar at Montreal, on the 28th of July, 1952, and pursuant to the provisions of Articles 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale under the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the government tax of 2½% according to law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Office of:

Perras & Perras, Trustees,
4 Notre-Dame Street East, Montreal.

33021-32-2

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 315 008. Dame Valérie Bourgeois & al., demandeurs, vs Dame Orpha Bourgeois & al., défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure séant à Montréal, dans le

Sale by Licitiation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 315 008. Mrs. Valérie Bourgeois & al., plaintiffs, vs Mrs. Orpha Bourgeois & al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting in Montreal in

district de Montréal, le 27 juin 1952, dans une cause dans laquelle Dame Valérie Bourgeois, épouse commune en bien par contrat de mariage de Eldège Cloutier, journalier et ledit Eldège Cloutier tant personnellement que pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux de Laval Ouest, dans le district de Montréal et Adélarde Bourgeois, journalier, de Montréal et Adélarde Bourgeois, journalier, de Ste-Dorothée, dans le district de Montréal et Hubert Bourgeois, jardinier tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Anna Sauriol, veuve en première nocces et non remariée de Félix Bourgeois domicilié et résidant à Ste-Dorothée, dans le district de Montréal sont les demandeurs; ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

"Un emplacement situé au Village de la Paroisse de Ste-Dorothée, comté de Laval, connu et désigné comme étant la partie du lot N° cent vingt (120 Ptie) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Dorothée, de la contenance de trente pieds de largeur par soixante-cinq pieds de profondeur, tel que ledit emplacement existe actuellement, borné au front par le chemin public, en arrière et d'un côté vers l'est par partie dudit lot appartenant au Sieur Welly Gravel; de l'autre côté, vers l'ouest, par le terrain de la Fabrique de Ste-Dorothée; avec les bâtisses dessus érigées; (portant actuellement le N° 105 de la rue Principale dudit Village de Ste-Dorothée);

Avec toutes servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble;"

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1952 à DIX heures TRENTE de l'avant-midi, heure avancée, Cour tenant, dans la Salle d'Audience du Palais de Justice à Montréal, chambre 31, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de \$1200.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 23 juillet 1952.

Vraie copie. Le Procureur des demandeurs,
32992-31-2-o (Signé) ADOLPHE PREVOST.

the District of Montreal on June 27th 1952, in the case where Dame Valérie Bourgeois, wife common as to property by marriage contract of Eldège Cloutier, laborer and the said Eldège Cloutier, the latter both personally and to authorize and to assist his said wife to the presents, both of Laval West in the District of Montreal, and Adélarde Bourgeois, laborer, of St. Dorothée in the District of Montreal and Hubert Bourgeois, gardiner, both personally and in his quality of testamentary executor of late Dame Anna Sauriol, widow by first marriage and not remarried of Félix Bourgeois, domiciled and residing in St. Dorothée in the District of Montreal are the plaintiffs; ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

"An emplacement situated in the Village of the Parish of St. Dorothée, Laval County known and designated as being part of lot No. one hundred and twenty (120-Ptie) on the official plan and in the book of reference of the Parish of St. Dorothée, containing thirty feet width by sixty five feet depth as the whole presently subsists, bounded in front by the public road, and rear on one side going toward East by part of said lot belonging to Welly Gravel Esq.; on the other side going toward west, by the land of the Fabric of St. Dorothée, with the buildings thereon erected; (bearing actually No. 105 of the Main Street of said Village of St. Dorothée).

With all active or passive servitudes apparent or occult attached to said immoveable;"

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the day of THIRD of SEPTEMBER 1952 at HALF past TEN o'clock in the forenoon Montreal, daylight saving time, court sitting, in the court, Room No. 31 in the Court House of Montreal, the said sale to be made subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the Said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1200.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montréal, July 23rd 1952.

True copy. (Signed) ADOLPHE PREVOST,
32992-31-2-o Attorney for plaintiffs.

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE MONTRÉAL-NORD
COMTÉ LAVAL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI (27) VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-deux (1952) à DIX heures de l'avant-midi heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL NORTH
LAVAL COUNTY

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the Town of Montreal North, on WEDNESDAY (27) the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST nineteen hundred and fifty-two (1952) at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 26 juillet 1952 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 26th, 1952, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Aldéas Sauvé	35	728, 729
Clara Sauvé (Mlle — Miss)	35	730, 731
Lemuel H. Ward	35/36	317/236 — 318/237
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Michel Tremblay (Mme — Mrs.)	36/37	767/467
John H. Morgan	37	527, 528, 529, 530
Joseph Archambault	45	863
Roméo Lauzon	45	668, 669
Honoré Bouchard (Mme — Mrs.)	50	117
Armand Couturier	59	10, 11, 18, 58
Louis Abran	79	222, 223, 224
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Walter D. Skinner	82	124, 125, 126, 127, 128
Walter D. Skinner (Mme — Mrs.)	82	129, 130, 131, 132, 133, 134, 135.
Walter W. Skinner	82	240, 241
Ernest Hogue	86/90	74/242, 74/243
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Roméo Dubois	90	47, 48
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Canadian Legion North Star	90	178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185.
Adélarde Ricard	90	582, 583, 584
(Avec bâtisse dessus érigée)	(With building thereon erected)	
Pierre Robillard	93	438
Napoléon O. Lavergne	114	241, 242, 243, 244
A distraire cependant des susdits lots une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement du boulevard Saint-Michel.		
To distract from the said lots a certain part sold to the Town of Montreal North for the widening of St. Michel Blvd.		
Roger Maynard	115	133, 134, 135, 136, 137, 138.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachés auxdits immeubles.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce (29) vingt-neuvième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-deux (1952).

(Vraie copie)

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON, c.a.

32997-31-2-o

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal North, this (29) twenty-ninth day of July, nineteen hundred and fifty two (1952).

(True copy)

RENÉ BERGERON, c.a.,
Secretary-Treasurer.

32997-31-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALE

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
District de Chicoutimi

Cour de Magistrat, { LES CUIRS SAGUE-
Siégeant à Jonquière, { NAY LTÉE, cor-
poration légalement cons-

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
District of Chicoutimi

Magistrate's Court, { LES CUIRS SAGUE-
Sitting at Jonquière, { NAY LTÉE, a body
politic and corporate ha-

tituée ayant le siège social de ses affaires à Notre-Dame d'Hébertville, district de Roberval, demanderesse; vs LOUIS DUMONT, résidant autrefois à 512 rue St-Dominique en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, et maintenant à St-Léonard, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Un terrain sis et situé en la paroisse St-Jean Vianney, mieux connu et désigné au bureau d'enregistrement de Chicoutimi, comme faisant partie du lot numéro vingt-huit B (Ptie 28-b), dans le rang A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Simard, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, borné ledit terrain en front au sud, à la route, et de tous les autres côtés par le terrain de Cyprien Savard, mesurant 69 pieds de largeur de l'est à l'ouest, par 100 pieds de profondeur, du nord au sud; le tout tel qu'il se trouve actuellement; la borne Est étant à 72 pieds de la borne du terrain de M. Midas Robitaille.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean Vianney de Shipshaw, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1952, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du shérif, Chicoutimi, le 4 août 1952. Le Shérif, RENÉ DELISLE. 33023-32-2-o

ving its principal place of business at Notre-Dame d'Hébertville, district of Roberval, plaintiff; vs LOUIS DUMONT, heretofore residing at 512 St-Dominique street in the town of Jonquière, district of Chicoutimi, and now at St-Léonard, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

A lot of land lying and situate in the parish of St-Vianney, better known and designated at the Registry Office of Chicoutimi, as forming part of lot number twenty-eight-B (Pt. 28-B) in range A, on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Simard, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; the said lot of land being bounded in front to the south, by the highway, and on all the other sides by the land of Cyprien Savard, measuring 69 feet in width from east to west, by 100 feet in depth from north to south; the whole as it presently subsists; the east boundary being at 72 feet from the west boundary of Mr. Midas Robitaille.

To be sold at the parish church door of St-Jean Vianney de Shipshaw, on THURSDAY, the ELEVENTH day of the month of SEPTEMBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Chicoutimi, August 4, 1952. RENÉ DELISLE, Sheriff. 33023-32-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

N° 16682 } J. L. THÉRIAULT & FILS LTÉE, corps social et politique légalement constituée, avec siège social à Québec, 710, Première Avenue, Québec, demandeur; vs EDMOND PATENAUDE, Sully, Co. Témiscouata, P. Q., défendeur.

Le lot de terre numéro 49, rang IV, Canton Escourt. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sully, LUNDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois d'AOUT, 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, 10 juillet 1952. Le Shérif, P. E. MARTIN. 32935-29-2-o [Première insertion: 19 juillet 1952]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

N° 16847. } JOS. BEAULIEU, de Trois-Pistoles, commerçant, demandeur vs JOSEPH JACQUES et PAUL-ÉMILE JACQUES, de Biencourt, défendeurs.

"Le lot numéro 16 du rang VIII canton Biencourt borné au nord par le chemin de front, à l'est par Maurice Brown, sur le lot numéro 15, au sud par le rang 1 canton Asselin, à l'ouest par Alfred Bouchard sur le lot 17, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Biencourt, LUNDI, le HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, le 1er août, 1952. Le Shérif, P. E. MARTIN. 33022-32-2-o [Première insertion, samedi le 9 août 1952]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Kamouraska

No. 16682 } J. L. THÉRIAULT & FILS LTÉE, a body politic and corporate having its head office at Quebec, at 710 First Avenue, Quebec, plaintiff; vs EDMOND PATENAUDE, of Sully, county of Témiscouata, P. Q., defendant.

The lot of land number 49, range IV, Township of Escourt. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Sully, on Monday, the EIGHTEENTH day of the month of AUGUST, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, July 10, 1952. P. E. MARTIN, Sheriff. 32935-29-2 [First insertion: July 19, 1952]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

No. 16847. } JOS. BEAULIEU, of Trois Pistoles, merchant, plaintiff, vs JOSEPH JACQUES and PAUL-ÉMILE JACQUES, of Biencourt, defendants.

"Lot number 16 of range VIII, township of Biencourt, bounded on the North by the front road, on the East, by Maurice Brown, on lot number 15, on the South by range 1 township Asselin, on the West, by Alfred Bouchard, on lot 17, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Biencourt, MONDAY, the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, August 1st, 1952. P. E. MARTIN, Sheriff. 33022-32-2-o [First insertion, Saturday, August 9, 1952]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Montmagny

Cour du Magistrat, { **A. S. PELLETIER**,
du district de Québec, { négociant, St-
N° 154699. { Pamphile, cté l'Islet,
demandeur; vs **JOSEPH CARON**, St-Omer,
cté l'Islet, défendeur.

Le lot 31 (trente et un) rang 3-Dionne, ainsi que la maison construite sur ledit lot, avec les dépendances et circonstances, le tout étant situé dans la paroisse St-Omer cté de l'Islet.

Pour être vendu au bureau du registraire, à St-Jean Port Joli, cté de l'Islet, **MERCREDI** le **DIXIÈME** jour de **SEPTEMBRE** 1952, à **TROIS** heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, **CHS OMER BERNIER**.
Montmagny le 4 août 1952. 33024-32-2-o

Le Shérif,

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Montmagny

Magistrate's Court, { **A. S. PELLETIER**,
District of Quebec, { merchant, St-
No. 154699. { Pamphile, county of l'Is-
let, plaintiff, vs **JOSEPH CARON**, St-Omer,
county of l'Islet, defendant.

Lot 31 (thirty-one) range 3-Dionne, also the house erected upon the said lot, with dependencies and circumstances, the whole being situated within the parish of St-Omer Co., of l'Islet.

To be sold at the office of the Registrar, at St-Jean Port Joli, Co. l'Islet, **WEDNESDAY**, the **TENTH** day of **SEPTEMBER**, 1952, at **THREE** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **CHS. OMER BERNIER**,
Montmagny, August 4, 1952. 33024-32-2-o

Sheriff.

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **A. DRIEN THIBODEAU**,
N° 64779. { marchand, de Portneuf
station, comté de Portneuf,

district de Québec; contre **RAYMOND RIVARD**, restaurateur, de Portneuf, comté de Portneuf, district de Québec, et **J-ERNEST LEFAIVRE**, **JOSEPH MARMETTE** & **RENÉ LEFAIVRE**, comptables, des cités et district de Québec, en leur qualité de syndics aux biens du défendeur, et **EDOUARD HAMEL**, de Cap Santé, district de Québec, en sa qualité de Régistrateur pour la division d'enregistrement de Portneuf, mis-en-cause, à savoir:

Partie du lot N° 24 (vingt-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Portneuf, comté de Portneuf, étant un emplacement situé au premier rang, le long de la route Québec-Montréal, mesurant 108 pieds de largeur dans sa ligne sud, 78 pieds de largeur dans sa ligne nord sur 112 pieds de profondeur dans sa ligne est et 88 pieds de profondeur dans sa ligne ouest, le tout, mesure anglaise, borné au sud à ladite route, au nord à **Georges Gignac**, d'un côté à l'est à **Vve Charles Langlois** et de l'autre côté à l'ouest au terrain de **Léo Paul Arcand**, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Portneuf, comté de Portneuf, le **DOUZIÈME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

Bureau du Shérif, **JOS. ALB. DÉLAGE**.
Québec, 6 août 1952. 33030-32-2-o
[Première insertion: 9 août 1952]
[Deuxième insertion: 23 août 1952]

LeDéputé Shérif,

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **A. DRIEN THIBODEAU**,
No. 64779. { merchant, of Portneuf
Station, county of Portneuf,

district of Quebec; against **RAYMOND RIVARD**, restaurant keeper, of Portneuf, county of Portneuf, district of Quebec, and **J-ERNEST LEFAIVRE**, **JOSEPH MARMETTE** & **RENÉ LEFAIVRE**, accountants, of the city and district of Quebec, in their quality of trustees to the estate of the defendant, and **EDOUARD HAMEL**, of Cap Santé, district of Quebec, in his quality of Registrar for the Registration Division of Portneuf, mis-en-cause, to wit:

A part of lot No. 24 (twenty-four) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Portneuf, county of Portneuf, being an emplacement situated in the first rangé, along the Québec-Montreal Highway, measuring 108 feet in width in its south line, 78 feet in width in its north line by 112 feet in depth in its east line and 88 feet in depth in its west line, the whole English measure, bounded on the south by the said highway, on the north by **Georges Gignac**, on one side to the east by the widow **Charles Langlois** and on the other side to the west by the land of **Léo Paul Arcand**, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Portneuf, county of Portneuf, on the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **JOS. ALB. DÉLAGE**,
Québec, August 6, 1952. 33030-32-2
[First insertion: August 9, 1952.]
[Second insertion: August 23, 1952.]

Deputy Sheriff.

Députés élus

Members Elected

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, le 6 août 1952.

Quebec, August 6th., 1952.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

ABITIBI-EST

Monsieur F.-Jacques Miquelon, avocat, 141, avenue Abitibi, Malartic, P. Q.

ARGENTEUIL

Monsieur William M. Cottingham, fermier, Béthany Road, St-Jérusalem, P. Q.

BERTHIER

Monsieur J.-A. Azellus Lavallée, cultivateur, Ste-Geneviève-de-Berthier, P. Q.

ILES-DE-LA-MADELEINE

Monsieur Hormidas-D. Langlais, négociant, 771, St-Cyrille, Québec.

LAC-SAINT-JEAN

Monsieur J.-Antonio Auger, médecin, 159, St-Joseph, St-Joseph d'Alma, P. Q.

LÉVIS

Monsieur Raynold Bélanger, avocat, 117, côte du Passage, Lévis, P. Q.

MAISONNEUVE

Monsieur Alcide Montpetit, contremaître, 2058, Davidson, Montréal, P. Q.

MASKINONGÉ

Monsieur Auguste-Germain Caron, avocat, 35, rue St-Aimé, Louiseville, P. Q.

MONTREAL-SAINT-HENRI

Monsieur Philippe Lalonde, promoteur, 4805, rue Dagenais, Montréal.

QUÉBEC-OUEST

Monsieur Jules Savard, avocat, 1234 rue William, Sillery, P. Q.

RICHMOND

Monsieur J.-Émilien Lafrance, agent d'immeubles, rue Académie, Danville, P. Q.

STANSTEAD

Monsieur Denis-Léon-Guérin, marchand, rue Gérin-Lajoie, Coaticook, P. Q.

Le Président général des élections,
33031-o FRANÇOIS DROUIN, C. R.,

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 7 août 1952.

Je donne par les présentes avis que les collègues électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

BONAVENTURE

Monsieur Henri Jolicœur, avocat, 2014, Brulard, Sillery, P. Q.

ABITIBI-EAST

Mr F.-Jacques Miquelon, Advocate, 141, Abitibi Ave, Malartic, P. Q.

ARGENTEUIL

Mr. William M. Cottingham, Farmer, Bethany Road, St. Jérusalem, P. Q.

BERTHIER

Mr. J.-A. Azellus Lavallée, Farmer, Ste. Geneviève-de-Berthier, P. Q.

MAGDALEN ISLANDS

Mr. Hormidas-D. Langlais, Trader, 771, St. Cyrille, Quebec.

LAKE ST. JOHN

Mr. J.-Antonio Auger, Physician, 159, St. Joseph, St. Joseph-d'Alma, P. Q.

LÉVIS

Mr. Raynold Bélanger, Advocate, 117, Passage Hill, Lévis, P. Q.

MAISONNEUVE

Mr. Alcide Montpetit, Foreman, 2058, Davidson, Montreal, P. Q.

MASKINONGÉ

Mr. Auguste-Germain Caron, Advocate, 35, St. Aimé St., Louiseville, P. Q.

MONTREAL-ST. HENRY

Mr. Philippe Lalonde, Promoter, 4805, Dagenais St. Montreal.

QUEBEC-WEST

Mr. Jules Savard, Advocate, 1234, William St., Sillery, P. Q.

RICHMOND

Mr. J.-Émilien Lafrance, Real Estate Agent, Académie St., Danville, P.Q.

STANSTEAD

Mr. Denis-Léon Gérin, Merchant, Gérin-Lajoie St., Coaticook, P. Q.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Quebec, August 7th., 1952.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

BONAVENTURE

Mr. Henri Jolicœur, Advocate, 2014, Brulard, Sillery, P. Q.

MONTRÉAL-SAINTE-MARIE

Monsieur Joseph-S.-Yvon Dupuis, agent d'assurance, 1270, Maisonneuve, Montréal.

SAGUENAY

Monsieur Pierre Ouellet, rentier, 108, LaSalle, Baie-Comeau, P. Q.

DRUMMOND

Monsieur Joseph-Ernest-Bernard Pinard, avocat, 123, rue Hériot, Drummondville, P. Q.

JACQUES-CARTIER

Monsieur Charles-Aimé Kirkland, médecin, 133, 4e Avenue, Ville St-Pierre, P. Q.

SHEFFORD

Monsieur Gaston Ledoux, chef-ouvrier, 288, rue Robinson, Granby, P. Q.

Le Président général des élections,
33031-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

MONTREAL-STE-MARY'S

Mr. Joseph-S.-Yvon Dupuis, Insurance Agent, 1270, Maisonneuve, Montréal.

SAGUENAY

Mr. Pierre Ouellet, Gentleman, 108, LaSalle, Baie-Comeau, P. Q.

DRUMMOND

Mr. Joseph-Ernest-Bernard Pinard, Advocate, 123, rue Hériot, Drummondville, P. Q.

JACQUES-CARTIER

Mr. Charles-Aimé Kirkland, Physician, 133, 4th Ave Town of St. Peter, P. Q.

SHEFFORD

Mr. Gaston Ledoux, Labour Organizer, 288, Robinson St., Granby, P. Q.

33031-o FRANÇOIS DROUIN Q.C.,
Chief Returning-Officer.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 32

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Dupont vs Chouinard 1933

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

805, section "A" — Construction, Québec 1928
805, section "B" — Barbier, coiffeur et coiffeuse, comtés d'Argenteuil, etc... 1931
805, section "C" — Commerce de l'alimentation au détail, Québec 1931
805, section "D" — Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec 1930

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1913

RÉCEPTION DES ANNONCES

1913

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 4, Inc. (Terminée) 1934
Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du comté de Montmagny (Changement de nom) 1935
Cordon Bleu Limited — Cordon Bleu Limitée (Directeurs) 1936
Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc. (Règlements) 1934
La Caisse Populaire de St-Gérard Magella (Fondation) 1934
La Compagnie de Transport du Bas St-Laurent Ltée (Directeurs) 1933
La Compagnie Électrique du Saguenay (Modifications des taux) 1936
La Co-opérative de Santé des Pompiers de Montréal (Fondation) 1934
Lady Davis Foundation (Directeurs) .. 1936
L'Association des Commis de Rouyn-Noranda (Terminée) 1935

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dupont vs Chouinard 1933

ORDERS IN COUNCIL:

805, part "A" — Construction, Québec 1928
805, part "B" — Barber and Hairdressing, counties of Argenteuil, etc..... 1931
805, part "C" — Retail Food Trade, Québec 1931
805, part "D" — Retail Food Trade Parity Committee of Quebec 1930

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1913

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

1913

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices du District N° 4, Inc. (Terminated). 1934
Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du comté de Montmagny (Change of name) 1935
Cordon Bleu Limited — Cordon Bleu Limitée (Directors) 1936
Hôpital Notre-Dame de Chartres Inc. (By-Laws) 1934
La Caisse Populaire de St-Gérard Magella (Foundation) 1934
La Compagnie de Transport du Bas St-Laurent Ltée (Directors) 1933
Saguenay Electric Company (Adjustments of the rates) 1936
La Co-opérative de Santé des Pompiers de Montréal (Foundation) 1934
Lady Davis Foundation (Directors) ... 1936
L'Association des Commis de Rouyn-Noranda (Terminated) 1935

Le Syndicat de l'U.C.C. de Carleton (Formation)	1936	Le Syndicat de l'U.C.C. de Carleton (Formation)	1936
L'Union des Charpentiers-Menuisiers de Sherbrooke (Formation)	1935	L'Union des Charpentiers-Menuisiers de Sherbrooke (Formation)	1935
Mariette Mines Ltd. (Directeurs)	1935	Mariette Mines Ltd. (Directeurs)	1935
New Canadian Baptist Church	1933	New Canadian Baptist Church	1933
Renée Talbot, Incorporée (Directeurs) ..	1937	Renée Talbot, Incorporée (Directeurs) ..	1937
Syndicat Coopératif des Producteurs et Distributeurs de Lait en Nature de Victoriaville (Fondation)	1934	Syndicat Coopératif des Producteurs et Distributeurs de Lait en Nature de Victoriaville (Fondation)	1934
Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Sorel (Formation)	1935	Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Sorel (Formation)	1935
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Dorsam Corporation	1937	Dorsam Corporation	1937
Hub Realty Co. Ltd.	1937	Hub Realty Co. Ltd.	1937
Keating Sons Limited	1937	Keating Sons Limited	1937
COMPAGNIES DISSOUTES:		COMPANIES DISSOLVED:	
Art & Musique Ltée	1937	Art & Musique Ltée	1937
Bortrite Apartments Limited	1938	Bortrite Apartments Limited	1938
Brown Garage Limited	1938	Brown Garage Limited	1938
Hélène Martin Inc.	1938	Hélène Martin Inc.	1938
Realty & Insurance Agencies, Limited.	1938	Realty & Insurance Agencies, Limited.	1938
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Notre-Dame de St-Hyacinthe, paroisse de	1938	Notre-Dame de St-Hyacinthe, parish of	1938
St-Ambroise de La Jeune Lorette, paroisse de	1939	St-Ambroise de La Jeune Lorette, parish of	1939
TRAVAIL:		LABOUR:	
Confection pour dames, Québec (Erratum)	1941	Ladies Cloak and Suit, Quebec (Erratum)	1941
Détaillants de gazoline, Chicoutimi (Prélèvement)	1939	Détaillants de gazoline, Chicoutimi (Levy)	1939
Travailleurs en fourrure, commerce de gros, Montréal (Modification)	1941	Fur workers, wholesale trade, Montreal (Amendment)	1941
Vêtements d'hommes et garçons, Québec (Erratum)	1940	Men's and Boys' Clothing, Quebec (Erratum)	1940
DÉPUTÉS ÉLUS:		MEMBERS ELECTED:	
Divers	1951	Miscellaneous	1951
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Amos Chinchilla (Montreal) Inc.	1914	Amos Chinchilla (Montreal) Inc.	1914
Barbieri & Desautels Limitée	1915	Barbieri & Desautels Limitée	1915
Central Automotive Supply Co. Inc. ...	1915	Central Automotive Supply Co. Inc. ...	1915
Century Construction Ltd.	1915	Century Construction Ltd.	1915
Chaleur Bay Garage Company Limited	1916	Chaleur Bay Garage Company Limited	1916
Collegiate Blouse Inc.	1916	Collegiate Blouse Inc.	1916
Continental Store (Chicoutimi Centre) Ltd. — Magasin Continental (Chicoutimi-Centre) Ltée	1916	Continental Store (Chicoutimi Centre) Ltd. — Magasin Continental (Chicoutimi-Centre) Ltée	1916
Desmeloizes Mining Corporation, Limited	1917	Desmeloizes Mining Corporation, Limited	1917
Elfin Togs Limited	1917	Elfin Togs Limited	1917
Elie Khazoom Ltée	1917	Elie Khazoom Ltée	1917
Five Fifty Sherbrooke West Corporation	1918	Five Fifty Sherbrooke West Corporation	1918
H. H. Woollerton Ltd.	1918	H. H. Woollerton Ltd.	1918
Laurentide Confections Ltd.	1919	Laurentide Confections Ltd.	1919
L. R. Productions Co. Ltd.	1919	L. R. Productions Co. Ltd.	1919
L'Union Commerciale Jonquière — Ké-nogami Inc.	1919	L'Union Commerciale Jonquière — Ké-nogami Inc.	1919
Mariette Mines Ltd.	1924	Mariette Mines Ltd.	1924
McGuire Press Limited	1920	McGuire Press Limited	1920
North-East Construction Ltd.	1920	North-East Construction Ltd.	1920
Ottawa Street Realty & Storage Corp..	1920	Ottawa Street Realty & Storage Corp..	1920

Permaplast Corporation	1921
Process Equipment Limited	1921
Refrax Corp. Ltd.	1921
Roxboro, ville de	1942
Sun Realty Inc.	1922
The Griffintown Club	1922
Trans-Canada Film Distributors Corp.	1922
Variety Merchandise Distributors Ltd.	1923
Victor Cafeteria Ltd.	1923
Wire-Works Products Inc.	1923
Yorkton Oil & Gas Company Limited.	1924

Permaplast Corporation	1921
Process Equipment Limited	1921
Refrax Corp. Ltd.	1921
Roxboro, town of	1942
Sun Realty Inc.	1922
The Griffintown Club	1922
Trans-Canada Film Distributors Corp.	1922
Variety Merchandise Distributors Ltd.	1923
Victor Cafeteria Ltd.	1923
Wire-Works Products Inc.	1923
Yorkton Oil & Gas Company Limited.	1924

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Archy Rosenthal Inc.	1925
Associated Factors Corporation	1925
Atlantic Rug & Tapestry Co.	1925
Barv-Oil Corporation Ltd.	1925
Boily & Cie, Ltée — Boily & Co. Ltd.	1926
Bulkley, Dunton Canada Ltd.	1926
Crédit Interprovincial Limitée	1926
Les Immeubles Gagnon Frères (Alma) Ltée.	1926
Les Immeubles "Parisien" Ltée	1927
Les Jardiniers Modèles Inc. — Model Market Gardeners Inc.	1927
Stanley Bagg Corporation	1927
Vendco Ltd.	1927

Archy Rosenthal Inc.	1925
Associated Factors Corporation	1925
Atlantic Rug & Tapestry Co.	1925
Barv-Oil Corporation Ltd.	1925
Boily & Cie, Ltée — Boily & Co. Ltd.	1926
Bulkley, Dunton Canada Ltd.	1926
Crédit Interprovincial Limitée	1926
Les Immeubles Gagnon Frères (Alma) Ltée.	1926
Les Immeubles "Parisien" Ltée	1927
Les Jardiniers Modèles Inc. — Model Market Gardeners Inc.	1927
Stanley Bagg Corporation	1927
Vendco Ltd.	1927

MINISTÈRE DES FINANCES:

DEPARTMENT OF FINANCE:

Assurances:

Insurance:

The Minnesota Mutual Life Insurance Company	1943
The Missisquoi and Rouville Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville.	1943

The Minnesota Mutual Life Insurance Company	1943
The Missisquoi and Rouville Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville.	1943

NOMINATIONS:

APPOINTMENTS:

Diverses	1944
--------------------	------

Miscellaneous	1944
-------------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

General Waste & Wares Ltd.	1944
The Levis Woollen Mill Ltd. — La Manufacture de Lainages de Lévis Ltée.	1944

General Waste & Wares Ltd.	1944
The Levis Woollen Mill Ltd. — La Manufacture de Lainages de Lévis Ltée.	1944

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Black Lake, commission scolaire de la ville de	1945
La Tuque, commission scolaire de la ville de	1946

Black Lake, School Commission of the town of	1945
La Tuque, School Commission of the town of	1946

VENTE, LOI DE FAILLITE:

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Parthenais, Jean-Serge	1947
----------------------------------	------

Parthenais, Jean-Serge	1947
----------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

SALE BY LICITATION:

Bourgeois <i>et al</i> vs Bourgeois <i>et al</i>	1947
--	------

Bourgeois <i>et al</i> vs Bourgeois <i>et al</i>	1947
--	------

VENTES POUR TAXES:

SALES FOR TAXES:

Montréal-Nord, ville	1948
--------------------------------	------

Montreal-North, town	1948
--------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

CHICOUTIMI:

CHICOUTIMI:

Les Cuirs Saguenay Ltée vs Dumont.	1949
--	------

Les Cuirs Saguenay Ltée vs Dumont.	1949
--	------

KAMOURASKA:

KAMOURASKA:

Beaulieu vs Jacques <i>et al</i>	1950
J.-L. Thériault & Fils, Ltée vs Pate-naude	1950

Beaulieu vs Jacques <i>et al</i>	1950
J.-L. Thériault & Fils, Ltée vs Pate-naude	1950

MONTMAGNY:

Pelletier vs Caron 1951

QUÉBEC:

Thibodeau vs Rivard 1951

33003-o

MONTMAGNY:

Pelletier vs Caron 1951

QUEBEC:

Thibodeau vs Rivard 1951

33003-o